



## CHAPITRE 69

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal

[Sanctionnée le 23 février 1956]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

## CHAPTER 69

An Act to amend the charter of the city of Montreal

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1899,  
c. 58,  
a. 211, am.

1. L'article 211 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifié, en y ajoutant, après le paragraphe o, le paragraphe suivant:

Permis de construction, etc.

"p) à suspendre l'émission de tout permis de construction, de réparation ou d'agrandissement non conforme à un projet de règlement de zonage ou à un projet d'amendement à un règlement de zonage ou à un règlement de construction pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif approuvant ce projet, et la date de la décision du conseil à ce sujet, cette période ne devant en aucun cas excéder quatre-vingt-dix jours."

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.  
Servitudes perpétuelles.

2. L'article 300 de ladite loi est modifié, en y ajoutant les paragraphes 74a et 74b:

"74a. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, pour consentir par règlement spécial dans chaque cas, avec l'approbation préalable du ministre des affaires municipales, des servitudes perpétuelles pour la construction, la reconstruction et le maintien d'édifices, structures ou tunnels au-dessus ou au-dessous de la ruelle des Fortifications, aux termes et conditions que le conseil déterminera;

Tolérances.

"74b. Pour permettre au comité exécutif, sur recommandation des directeurs des

1. Article 211 of the act 62 Victoria, chapter 58, is amended, by adding, after paragraph o, the following paragraph:

1899,  
c. 58,  
a. 211, am.

"p. to suspend the issue of any permit for building, repair or enlargement which is not in accordance with a draft zoning by-law or a draft amendment to a zoning by-law or to a building by-law for the period between the date of the resolution of the executive committee approving such draft, and the date of the decision of the council in this connection, this period not to exceed in any case ninety days."

Permit for building, etc.

2. Article 300 of the said act is amended, by adding the following paragraphs 74a and 74b:

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.

"74a. Notwithstanding any incompatible legislative provision, to consent by special by-law in each case, with the previous approval of the Minister of Municipal Affairs, perpetual servitudes for the construction, the reconstruction and the maintenance of structures or buildings over Fortifications lane and of tunnels under the said lane, on the terms and conditions which the council shall determine;

Perpetual servitudes.

"74b. To permit the executive committee, on the recommendation of the direc-

Tolerations.

services de la voie publique, de l'urbanisme et des travaux publics, d'accorder des tolérances dans les cas où il est constaté que par inadvertance ou erreur, un bâtiment empiète sur les rues, ruelles ou places publiques, le tout aux conditions que le comité déterminera et pourvu que cette tolérance se termine avec la démolition du bâtiment."

tors of the roads, city planning and public works departments to grant tolerations in the cases where it is found that by inadvertance or error, a building encroaches upon the streets, lanes, or public places, the whole on the conditions which the executive committee shall determine and provided such toleration be terminated with the demolition of the building."

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.  
Égouts,  
etc.

**3.** L'article 300 de ladite loi est modifié, en remplaçant le paragraphe 94, par le suivant:

"94. Pour organiser le système d'égout, avec droit de se servir de tout cours d'eau naturel ou verbalisé pour y déverser les eaux purifiées provenant de ses champs et usines d'épuration, sauf la responsabilité de la cité pour les dommages causés; déterminer de quelle façon et à quelles conditions les drains privés doivent être raccordés à l'égout public, et obliger les propriétaires d'immeubles ainsi raccordés à l'égout public, à payer le coût des réparations rendues nécessaires au pavage et au trottoir par suite de la construction de drains privés; pourvoir d'une façon générale à la réparation et à l'entretien des égouts."

**3.** Article 300 of the said act is amended, by replacing paragraph 94 thereof, by the following:

"94. To organize the sewer system, with the right to use any natural or verbalized stream to discharge therein the purified waters from its purification fields and plants, except that the city shall be responsible for the damage caused; to determine in what manner and on what conditions private drains shall be connected with the public sewer, and to oblige proprietors of immovables so connected with the public sewer to pay the cost of repairs made necessary to the paving and to the sidewalk by the construction of private drains; to provide in a general way for the repair and the maintenance of sewers."

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.  
Sewers,  
etc.

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.,  
Pas de  
permis de  
construc-  
tion en  
certains  
cas.

**4.** Le deuxième alinéa du paragraphe 99 de l'article 300 de ladite loi, est de nouveau remplacé par le suivant:

"Entre la date de la résolution décrétant une modification ou une addition au plan général de la cité et celle du jugement de la Cour supérieure confirmant cette modification ou addition, aucun permis de construction, de modification, réparation ou agrandissement ne peut être accordé sur un terrain que la cité décide ainsi de réserver pour fins municipales, sauf au cas de réparations jugées urgentes par le comité exécutif sur rapport du directeur du service d'urbanisme."

**4.** The second paragraph of article 300 of the said act, is again replaced by the following:

"Between the date of the resolution ordaining an amendment or an addition to the general plan of the city and that of the judgement of the Superior Court confirming such amendment or addition, no permit for building, alteration, repair or enlargement may be granted on a lot which the city so decides to reserve for municipal purposes, save in the case of repairs deemed to be urgent by the executive committee upon a report of the director of the townplanning department."

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.  
No  
building  
permit in  
certain  
cases.

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.  
Antennes  
de T.V.,  
etc.

**5.** L'article 300 de ladite loi est modifié, en y insérant après le paragraphe 176, le suivant:

"176a. Pour régler l'installation, l'entretien, le nombre et la hauteur des antennes de télévision et des antennes de radio à l'extérieur des bâtiments;"

**5.** Article 300 of the said act is amended, by inserting after paragraph 176, the following:

"176a. To regulate the installation, the maintenance, the number and the height of television antennas and of radio antennas outside of buildings;"

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.  
T.V. an-  
tennas,  
etc.

1899,  
c. 58,  
a. 337,  
am.

Approba-  
tion de  
contrats,  
etc.

Lien créé  
par les  
quit-  
tances.

**6.** Le premier alinéa de l'article 337 de ladite loi, est remplacé par les suivants:

"Aucun contrat, marché ou main-levée totale sur une partie de l'immeuble hypothéqué ne lie la cité à moins d'avoir été approuvé par le conseil ou le comité exécutif, selon le cas.

Toutefois, les quittances reçues devant notaire et les retraits d'immeubles vendus pour taxes par le shérif et rachetés par le propriétaire ou son représentant lient la cité, s'ils sont signés par le directeur des finances et par l'avocat en chef; aucune autre signature pour et au nom de la cité n'est requise à cet effet, non plus que l'approbation du conseil ou du comité exécutif."

1899,  
c. 58,  
a. 347,  
am.

**7.** L'article 347 de ladite loi est modifié, en y remplaçant les mots "surintendant des propriétés", dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, par les mots "surintendant de la division des immeubles, ou en son absence, de son assistant".

Id.,  
a. 361,  
am.  
Ce que  
comprend  
un im-  
meuble.

**8.** Le paragraphe 2 de l'article 361 de ladite loi, est remplacé par le suivant:

"2. Les immeubles comprennent les terrains, les bâtiments et tout ce qui est fixé ou attenant à un bâtiment ou à un terrain de manière à en faire partie, mais ne comprennent pas les machines et moteurs, outils et arbres moteurs employés pour fins industrielles, sauf les machines qui produisent de la force motrice."

Locataire  
quittant  
les lieux.

**9.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, si, au cours de l'exercice une personne assujettie au paiement d'une taxe d'affaires laisse un local pour en occuper un autre, elle n'est pas tenue de payer une nouvelle taxe d'affaires, à moins que la valeur locative du nouveau local ne soit supérieur à celle de l'ancien; dans ce cas, elle doit payer l'excédent de taxe provenant de l'évaluation plus élevée du nouveau local depuis la date de son occupation, dans la proportion à courir de l'exercice.

Rembour-  
sement en  
certains  
cas.

Cependant, si elle quitte un local après l'homologation du rôle et n'a pas cédé ses droits aux termes de l'article 14 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, ou n'est

**6.** The first paragraph of article 337 of the said act, is replaced by the following:

"No contract, agreement or total release on a part of the mortgaged immovable shall bind the city unless it be approved by the council or the executive committee, as the case may be.

However, acquittances received before a notary and the withdrawals of immovables sold for taxes by the sheriff and redeemed by the proprietor or his representative shall bind the city if they are signed by the director of finance and by the chief city attorney; no other signature for and on behalf of the city, nor the approval of the council or the executive committee, shall be required for this purpose."

1899,  
c. 58,  
a. 337,  
am.

Approval  
of con-  
tracts,  
etc.

Lien  
created by  
acquit-  
tances.

**7.** Article 347 of the said act is amended, by replacing therein the words "superintendent of properties", in the fifth and sixth lines of the first paragraph, by the words "superintendent of the real estate division, or in his absence, his assistant".

1899,  
c. 58,  
a. 347,  
am.

**8.** Paragraph 2 of article 361 of the said act, is replaced by the following:

"2. The immovables shall include the lands, the buildings and all that is affixed or appertaining to a building or to a lot so as to form part thereof, but shall not include machines and motors, tools and drive-shafts used for industrial purposes, with the exception of machines producing motive power."

Id.,  
a. 361,  
am.

What  
includes  
immove-  
ables.

**9.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this present, if, in the course of a fiscal year, a person subject to the payment of a business tax leaves premises to occupy others, such person shall not be held to pay a new business tax, unless the rental value of the new premises be higher than that of the former; in such case, he shall pay the excess of tax due to the higher valuation of the new premises from the date of occupancy, in proportion to the time to run in the fiscal year.

However, if he leaves premises after the homologation of the roll and has not ceded his rights according to section 14 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 65,

Lessee  
leaving  
premises.

Refund in  
certain  
cases.

pas dans le cas prévu au premier alinéa du présent article, elle a droit à un remboursement ou crédit, selon le cas, à compter de la date de l'évacuation des lieux cotisés jusqu'à la fin de l'exercice financier en cours. L'estimateur détermine par certificat les modifications qui s'imposent et tel certificat est réputé faire partie du rôle de perception des taxes.

Libération de l'occupant évincé.

Tout occupant d'un local exproprié par la cité qui est forcé d'évacuer les lieux du fait de l'expropriation, après la date où la cité en est devenue propriétaire par prise de possession préalable ou autrement, est libéré du paiement de la taxe d'affaires quant à ce local pour la proportion à courir de l'exercice en cours, à compter de la date où il a définitivement évacué les lieux. S'il a, à cette date, déjà payé la taxe pour l'exercice entier, il a droit à un remboursement proportionnel, ou aux avantages visés au premier alinéa du présent article au cas où il occuperait un autre local sujet à la taxe d'affaires au cours du reste de l'exercice.

Id., au cas d'incendie.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent dans le cas de bâtiments rasés par incendie ou force majeure ou démolis volontairement à compter de la date de la destruction ou de la démolition, pourvu que demande soit faite à cet effet à l'estimateur avant la fin de l'exercice financier en cours. Au cas où il y a lieu à remboursement, l'estimateur détermine par certificat le montant de tel remboursement et le certificat est réputé faire partie du rôle.

1899, c. 58, a. 375, am.

**10.** Les trois derniers alinéas du sous-paragraph 7 du paragraphe *a* de l'article 375 de ladite loi, sont remplacés par les suivants:

Mutation de propriété.

"Au cas de transport d'un immeuble par acte enregistré, entre le dépôt du rôle d'évaluation et le premier janvier suivant, l'estimateur biffe de ce rôle le nom de l'ancien propriétaire et y inscrit celui du nouveau; il y fait, s'il y a lieu, les changements requis pour fins de taxes municipales et scolaires.

Fixation de valeur.

Au cas de transport, par acte enregistré, d'une partie d'un immeuble ou de dépôt au bureau d'enregistrement d'un plan de

or is not in the case provided in the first paragraph of the present article, he shall be entitled to a refund or credit from the date of leaving the premises assessed until the end of the current fiscal year. The assessor shall determine by certificate the required changes and such certificate shall be deemed to form part of the tax roll.

Any occupant of premises expropriated by the city and who is forced to leave the premises due to the expropriation after the date on which the city shall have become proprietor thereof by prior possession or otherwise, shall be freed from the payment of the business tax on such premises for the proportion still to run of the current fiscal year, from the date when he shall have left the premises. If, at that date, he has already paid the tax for the whole year, he shall be entitled to a proportionate refund, or to the advantages covered by the first paragraph of the present article in case he shall occupy other premises subject to the business tax for the balance of the fiscal year.

Freedom of expropriated occupant.

The provisions of the preceeding paragraph shall apply in the case of buildings razed by fire or act of God or voluntarily demolished, from the date of the destruction or of the demolition, provided a request be made to that effect to the assessor before the end of the current fiscal year. If a refund is to be made, the assessor shall determine by certificate the amount of such refund and the certificate shall be deemed to form part of the roll.

Id., in case of fire

**10.** The last three paragraphs of 1899, c. 58, subparagraph 7 of paragraph *a* of article 375 of the said act, are replaced by the following:

1899, c. 58, a. 375, am.

"In the case of the transfer of an immoveable by a registered deed, between the deposit of the valuation roll and the first of January following, the assessor shall strike from such roll the name of the former proprietor and enter thereon that of the new one; he shall make thereon, if need be, the changes required for purposes of the municipal and school taxes.

Transfer of immoveable.

In the case of the transfer, by registered deed, of part of an immoveable or of the deposit at the registry office of a

Fixing of value.



subdivision ou de resubdivision d'un immeuble, pendant cette période, l'estimateur fixe la valeur réelle de chaque partie de ces immeubles, effectue les changements requis au rôle d'évaluation et donne avis aux propriétaires, lesquels ont trente jours pour déposer une plainte contre cette estimation."

plan of subdivision or resubdivision of an immovable, during that period, the assessor shall fix the real value of each part of such immovables, shall make the changes required on the valuation roll and shall give notice to the proprietors who shall have thirty days to file a complaint against such valuation."

1899,  
c. 58,  
a. 375,  
am.

**11.** L'article 375 est modifié en y remplaçant, dans le premier alinéa du paragraphe *b*, partout où il s'y rencontre le mot "mars" par le mot "janvier".

**11.** Article 375 of the said act is amended by replacing, in the first paragraph of paragraph *b* thereof, wherever found therein the word "March" by the word "January".

Idem.

**12.** L'article 375 de ladite loi est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas dudit paragraphe *b*, par les suivants:

**12.** Article 375 of the said act is amended by replacing the second and third paragraphs of paragraph *b*, by the following:

Mutations.

"Au cas de transport d'immeuble par acte enregistré, entre le dépôt de ce rôle supplémentaire et le premier janvier suivant, l'estimateur inscrit cet immeuble au rôle supplémentaire de la même manière que si le transport en avait été enregistré avant le dépôt de ce même rôle.

"In the case of the transfer of an immovable by registered deed, between the deposit of such supplementary roll and the first of January following, the assessor shall enter such immovable on the supplementary roll in the same manner as if the transfer thereof had been registered before the deposit of the said roll.

Idem.

Au cas de transport par acte enregistré d'une partie d'un immeuble, ou de dépôt au bureau d'enregistrement d'un plan de subdivision ou de resubdivision d'un immeuble, pendant cette période, les dispositions du troisième alinéa du sous-paragraphe 7 du paragraphe *a* du présent article s'appliquent *mutatis mutandis*."

In the case of the transfer by registered deed of part of an immovable or of the deposit at the registry office of a plan of subdivision or resubdivision of an immovable, during that period, the provisions of the third paragraph of subparagraph 7 of paragraph *a* of this article shall apply *mutatis mutandis*."

1899,  
c. 58,  
a. 375a,  
am.  
Bâtiments  
rasés par  
incendie.

**13.** Le paragraphe 1 de l'article 375a de ladite loi est remplacé par le suivant: "1. Si un bâtiment inscrit sur le rôle d'évaluation est rasé par suite d'un incendie ou autre événement de force majeure, la personne appelée à payer la taxe foncière sur ce bâtiment a droit à une réduction de celle-ci à compter de la date de la destruction, pourvu qu'elle en fasse la demande à l'estimateur avant le dépôt du rôle d'évaluation ou du rôle supplémentaire subséquent.

**13.** Paragraph 1 of article 375a of the said act is replaced by the following: "1. If a building entered on the valuation roll is razed by fire or by any other act of God, the person called upon to pay the real estate tax on such building shall be entitled to a reduction of such tax from the date of the destruction, provided that his request to that effect be made to the assessor before the deposit of the valuation roll or the subsequent supplementary roll.

Bâtiments  
démolis.

Si, par ailleurs, un bâtiment est démoli volontairement et que cette démolition est terminée entre la date du dépôt du rôle d'évaluation ou d'un rôle supplémentaire et le premier mai suivant, la personne appelée à payer la taxe foncière sur ce bâtiment en est libérée pour l'exercice

If, on the other hand, a building is voluntarily demolished and such demolition is completed between the date of the deposit of the valuation roll or a supplementary roll and the first of May following, the person called upon to pay the real estate tax on such building shall be

financier prochain, pourvu qu'elle en fasse la demande à l'estimateur au cours dudit exercice financier.

Modifi-  
cation  
au rôle.

Dans les deux cas ci-dessus mentionnés, l'estimateur décide du mérite de la demande et s'il la juge bien fondée, modifie l'inscription de ce bâtiment qui figure sur le double du rôle d'évaluation, ou de tout rôle supplémentaire en sa possession, et il en informe le directeur des finances qui fait les mêmes modifications à l'autre double ainsi qu'au rôle de perception des taxes foncières. L'estimateur avise également le propriétaire qui a trente jours pour déposer une plainte contre sa décision."

1899,  
c. 58,  
a. 375a,  
am.  
Bâtiments  
terminés  
après 1er  
mai, etc.

**14.** L'article 375a de ladite loi est modifié en remplaçant les quatre premiers alinéas du paragraphe 2, par les suivants:

"L'estimateur fixe la valeur réelle de tout bâtiment dont la construction est terminée et qui est prêt pour occupation, ou qui est occupé en entier ou partiellement le ou après le premier mai, il indique, selon le cas, la date de l'un ou l'autre de ces faits, il fait au rôle d'évaluation les changements nécessaires, il en informe le directeur des finances et il avise le contribuable intéressé, qui a trente jours pour déposer une plainte contre cette estimation.

Propor-  
tion à  
payer.

Le directeur des finances détermine la proportion de la contribution foncière qui doit être payée pour la période comprise entre la date indiquée sur le certificat de l'estimateur et la fin de l'exercice en cours.

Avis.

Aux fins du présent article, l'avis prescrit est donné au propriétaire du terrain sur lequel ce bâtiment a été construit et dont le nom est inscrit au rôle d'évaluation en vigueur; mais, si dans l'intervalle, il y a eu changement de propriétaire, l'avis est également envoyé au dernier propriétaire enregistré."

1899,  
c. 58,  
a. 375a,  
am.  
Omission.

**15.** L'article 375a de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 3, par le suivant:

"3. Si après le dépôt d'un rôle d'évaluation ou d'un rôle supplémentaire, on constate que l'inscription ou l'estimation d'un immeuble a été omise, en totalité ou en partie, ou qu'un immeuble apparaît comme exempt de taxes alors qu'il est

relieved therefrom for the next fiscal year, provided that request be made to the assessor in the course of the said fiscal year.

In both of the above mentioned cases, the assessor shall decide on the merit of the request and if he deems it well founded, he shall amend the entry of such building appearing on the duplicate of the valuation roll or of any supplementary in roll his possession, and he shall inform thereof the director of finance who shall make the same amendments on the other duplicate and on the real estate tax roll. The assessor shall also notify the proprietor who shall have thirty days to file a complaint against his decision."

Amend-  
ment to  
roll.

**14.** Article 375a of the said act is amended by replacing the first four paragraphs of paragraph 2, by the following:

"The assessor shall fix the real value of every building the construction whereof is completed, or which is ready for occupancy, or which is occupied in whole or in part on or before the first of May, he shall indicate, as the case may be, the date of each of such facts, he shall make on the valuation roll the required changes, he shall inform thereof the director of finance and he shall notify the interested ratepayer, who shall have thirty days to file a complaint against such valuation.

1899,  
c. 58,  
a. 375a,  
am.

Buildings  
completed  
after 1st  
of May.

The director of finance shall determine the proportion of real estate tax to be paid for the period between the date indicated on the certificate of the assessor and the end of the current fiscal year.

Propor-  
tion to  
be paid.

For the purposes of the present article, the notice prescribed shall be given to the proprietor of the land on which such building has been built and whose name is entered on the valuation roll in force; but if, in the interval, there has been a change of proprietor, the notice shall also be sent to the last registered proprietor."

Notice.

**15.** Article 375a of the said act is amended by replacing paragraph 3, by the following:

"3. If, after the deposit of a valuation roll or of a supplementary roll, it is found that the entry or the valuation of an immovable has been omitted, in whole or in part, or that an immovable appears as being tax exempt while it is taxable,

1899,  
c. 58,  
a. 375a,  
am.

Omission.

taxable, l'estimateur fait, complète ou corrige l'inscription ou l'estimation, en informe le directeur des finances, s'il y a lieu, lequel impose alors sur cet immeuble les taxes foncières qui auraient été imposées si l'estimation n'avait pas été omise ou incomplète ou l'inscription erronée, et effectue les corrections ou changements requis au double du rôle d'évaluation qu'il peut avoir en sa possession et au rôle de perception des taxes foncières.

the assessor shall make, complete or correct the entry or the valuation, he shall inform thereof the director of finance, if need be, who shall then impose on such immovable the real estate taxes which would have been imposed if the valuation had not been omitted or incomplete or the entry wrong, and he shall make the required corrections or changes on the duplicate of the valuation roll which he may have in his possession and on the real estate tax roll.

**Avis.** L'estimateur donne avis de cette inscription ou de ce changement au contribuable intéressé, qui a trente jours pour déposer une plainte contre cette estimation ou correction.

The assessor shall give notice of such entry or of such change to the interested ratepayer, who shall have thirty days to file a complaint against such valuation or correction.

**Limite.** L'estimateur et le directeur des finances ne peuvent réparer de telles omissions ou effectuer de tels changements ou corrections qu'à l'égard des rôles de l'exercice financier en cours et de ceux des trois exercices précédents.

The assessor and the director of finance may not correct such omissions or make such changes or corrections except on the rolls of the current fiscal year and of the three preceding fiscal years.

**Application.** Le présent article s'applique aux immeubles visés par l'article 362a.

The present article shall apply to the immovables covered by article 362a.

**Base.** La valeur d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble omise du rôle doit être basée sur les normes appliquées au temps ou l'estimation aurait dû être faite."

The value of an immovable or of part of an immovable omitted from the roll shall be based on the norms applied at the time when the valuation should have been made."

1899, c. 58, a. 375a, am.

**16.** L'article 375a de ladite loi est modifié, en remplaçant le paragraphe 4, par le suivant:

1899, c. 58, a. 375a, am.

**16.** Article 375a of the said act is amended, by replacing paragraph 4, by the following:

"4. Les plaintes déposées à la suite d'estimations faites dans les cas prévus par les articles 375 et 375a inclusivement, sont traitées par l'estimateur et le bureau de révision de la même manière que les plaintes mentionnées à l'article 379a."

"4. The complaints filed following valuations made in the cases provided in articles 375 and 375a inclusive, shall be treated by the assessor and by the board of revision in the same manner as the complaints mentioned in article 379a."

1899, c. 58, a. 375a, am.

**17.** Le paragraphe 5 de l'article 375a de ladite loi, est abrogé.

1899, c. 58, a. 375a, am.

**17.** Paragraph 5 of article 375a of the said act, is repealed.

Idem.

**18.** L'article 375a de ladite loi est modifié, en remplaçant le paragraphe 6, par le suivant:

Idem.

**18.** Article 375a of the said act is amended, by replacing paragraph 6, by the following:

"6. Lorsqu'un nouveau bâtiment remplace, au même endroit, un bâtiment démoli, que l'estimation de celui-ci est inscrite au rôle et que l'estimateur a inscrit la valeur du nouveau bâtiment au rôle d'évaluation de l'exercice en cours, le directeur des finances impose alors les taxes additionnelles sur le nouveau bâti-

"6. When a new building replaces, on the same site, a demolished building, and the valuation of the latter is entered on the roll and the assessor has entered the value of the new building on the valuation roll for the current fiscal year, the director of finance shall then impose the additional taxes on the new building, from the date

Bâtiment  
démoli et  
remplacé.

Building  
demolished and  
replaced.

Plaintes  
traitées  
par esti-  
mateur,  
etc.

Com-  
plaints  
treated by  
assessor,  
etc.

ment, à compter de la date de son achèvement jusqu'à la fin de l'exercice en cours, basée sur la différence des estimations, si celle du nouveau bâtiment est plus élevée que celle de l'ancien; dans tous les autres cas, aucune taxe additionnelle n'est imposée pour l'exercice en cours.

**Avis.** L'estimateur doit aviser le propriétaire du nouveau bâtiment qui a trente jours pour déposer une plainte contre l'estimation de sa valeur."

1899,  
c. 58,  
a. 379c,  
am.

**19.** L'article 379c de ladite loi est modifié en y remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "appareil de force motrice" par les mots "appareil producteur de force motrice".

Id.,  
a. 382,  
am.

**20.** L'article 382 de ladite loi est modifié en retranchant les paragraphes 28a, 28b, 28c et 28d, édictés par l'article 15 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapter 52.

Idem.

**21.** Le paragraphe 7 de l'article 382 de ladite loi est modifié en y remplaçant le dernier alinéa par l'alinéa suivant:

Vice-président.

"Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président du bureau exerce alors tous les pouvoirs dont le président est investi par la loi, sauf celui de décider les questions de droit."

1899,  
c. 58,  
a. 382a,  
aj.  
Reviseurs  
tempo-  
raires.

**22.** Ladite loi est modifiée en y insérant après l'article 382, l'article suivant:

**"382a. 1.** Le conseil sur rapport du comité exécutif peut, sur recommandation du bureau de revision, nommer autant de reviseurs temporaires qu'il juge nécessaire pour disposer des plaintes.

Rémunération,  
etc.

Il détermine leur rémunération, fixe la durée de leurs fonctions, et s'il y a lieu, décide de leur révocation ou de leur remplacement.

Temps  
partiel,  
etc.

2. Ces reviseurs temporaires ne sont pas tenus de consacrer tout leur temps à leurs fonctions, mais ils doivent résider à Montréal, et les causes d'incapacité énumérées au paragraphe 5 de l'article 382 leur sont applicables. Au moins la moitié d'entre eux doivent être membres du Barreau ou de la Chambre des notaires de la province de Québec depuis au moins dix ans.

of its completion to the end of the current fiscal year, based on the difference in valuation if that of the new building is higher than that of the former; in all other cases, no additional tax shall be imposed for the current fiscal year.

The assessor shall notify the proprietor Notice. of the new building who shall have thirty days to file a complaint against the valuation."

**19.** Article 379c of the said act is 1899, amended by replacing, in the fourth line, c. 58, the words "motive power apparatus" by a. 379c, the words "motive power producing apparatus" am.

**20.** Article 382 of the said act is Id., amended by striking off paragraphs 28a, a. 382, 28b, 28c and 28d, enacted by section 15 am. of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 52.

**21.** Paragraph 7 of article 382 of the Idem. said act is amended by replacing the last paragraph thereof by the following paragraph:

"In the case of absence or incapacity to Vice-chairman. act of the chairman, the vice-chairman of the board shall then exercise all the powers vested in the chairman by the law, except that of deciding on questions of law."

**22.** The said act is amended by insert- 1899, ing after article 382, the following article: c. 58, a. 382a, added.

**"382a. 1.** The executive committee Temporary revisers. may, on recommendation of the board of revision, appoint as many temporary revisers as it may deem necessary to dispose of the complaints.

It shall determine their remuneration Remuneration, etc. fix the duration of their functions, and, if need be, decide on their revocation or their replacement.

2. These temporary revisers shall not Part time, etc. be held to devote all their time to their functions, but they must reside in Montréal, and the causes of incapacity enumerated in paragraph 5 of article 382 shall apply to them. At least half of them shall be members of the Bar or of the Chamber of notaries of the Province of Quebec since at least ten years.



Serment,  
etc.

3. Les reviseurs temporaires, avant d'entrer en fonction, doivent prêter le serment prescrit par l'article 374 de la charte. Ils sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président du bureau de revision en ce qui regarde la formation des divisions, la distribution des plaintes, la tenue des séances, et généralement toutes matières d'administration qui les concernent.

Divisions  
du bureau  
de revision

4. Le président du bureau de revision a autorité pour former des divisions du bureau de revision et pour en modifier, de temps à autre, la composition.

Compo-  
sition  
d'icelles.

Chaque division, toutefois, doit être composée de deux reviseurs temporaires, dont au moins un doit être avocat ou notaire, et ces deux reviseurs doivent siéger ensemble.

Juridic-  
tion.

5. La juridiction de chaque division ainsi formée est limitée aux plaintes relatives à des estimations d'immeubles dont le montant ne dépasse pas vingt mille (\$20,000.00) dollars, et aux plaintes relatives à des estimations de valeur dont le montant ne dépasse pas deux mille (\$2,000.00) dollars. Le présent paragraphe n'affecte en aucune façon la juridiction du bureau de revision permanent en ce qui concerne ces plaintes.

Prési-  
dence.

6. Le président du bureau de revision désigne celui des deux reviseurs qui doit présider les séances et décider les questions de droit, lequel doit être un avocat ou un notaire membre du Barreau ou de la Chambre des notaires depuis au moins dix ans.

Procé-  
dure

7. Chaque division formée de reviseurs temporaires est tenue d'observer, pour l'audition et la décision des plaintes qui lui sont confiées, la procédure indiquée par la charte, de même que les règles de pratique et de procédure établies par le bureau de revision permanent et approuvées par le conseil.

Pouvoirs  
des revi-  
seurs

8. Les reviseurs temporaires possèdent, par rapport aux plaintes qui leur sont confiées, tous les pouvoirs que la charte confère au bureau de revision, en particulier d'assigner les témoins et de les assermenter. Leurs décisions sont sujettes aux dispositions de l'article 384.

Désac-  
cord.

9. S'il y a désaccord entre les deux reviseurs temporaires sur la décision à

Oath, etc.

3. The temporary revisers, before taking office, shall subscribe to the oath prescribed by article 374 of the charter. They shall be subject to the supervision, orders and control of the chairman of the board of revision as regards the formation of the divisions, the distribution of the complaints, the holding of meetings, and generally all administrative matters concerning them.

Divisions  
of board  
of revision

4. The chairman of the board of revision shall have authority to form divisions of the board of revision and to change their composition from time to time.

Compo-  
sition  
thereof.

Each division however shall be composed of two temporary revisers at least one of whom shall be a lawyer or a notary, and these two revisers shall sit together.

Juris-  
diction.

5. The jurisdiction of each division thus formed shall be limited to complaints relating to valuations of immoveables, the amount whereof shall not exceed twenty thousand (\$20,000.00) dollars and to complaints relating to valuations of the rental value the amount whereof shall not exceed two thousand (\$2,000.00) dollars. The present paragraph shall not affect in any way the jurisdiction of the permanent board of revision as regards such complaints.

Presi-  
dency.

6. The chairman of the board of revision shall designate which of the two revisers shall preside the sittings and decide on questions of law, this reviser to be a lawyer or a notary, member of the Bar or of the Chamber of notaries of the Province of Quebec since at least ten years.

Proce-  
dure.

7. Each division formed of temporary revisers shall be held to observe for the hearings and the decision of the complaints entrusted to it, the procedure indicated by the charter, as well as the rules of practice and procedure established by the permanent board of revision and approved by the council.

Powers  
of re-  
visers.

8. The temporary revisers shall have, as regards the complaints entrusted to them, all the powers vested by the charter in the board of revision, particularly that of assigning witnesses and taking their oath. Their decision shall be subject to the provisions of article 384.

Disagree-  
ment.

9. If there is a difference of opinion between the two temporary revisers on

rendre, ils doivent transmettre le dossier de la plainte avec leur rapport respectif au bureau de revision qui en disposera en suivant la procédure ordinaire.

Assistants  
secrétaires  
tempo-  
raires.

10. Le comité exécutif peut aussi, sur recommandation du bureau de revision, nommer autant d'assistants-secrétaires temporaires qu'il en faut pour remplir auprès de chaque division les devoirs et fonctions que la charte attribue au secrétaire du bureau de revision, sauf la garde des archives. Il détermine leur rémunération, fixe la durée de leurs fonctions et décide, s'il y a lieu, de leur révocation ou de leur remplacement.

Pouvoir  
d'asser-  
menter,  
etc.

11. Ces assistants-secrétaires ont autorité pour assermenter les témoins et ils sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président du bureau de revision en ce qui regarde l'exercice de leurs fonctions."

1899,  
c. 58,  
a. 413,  
am.

23. L'article 413 de ladite loi, remplacé par l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Plan  
général  
de la cité.

"Font également partie du plan général de la cité tous les autres plans en vigueur dans les limites de son territoire pour avoir été déclarés valides et légaux par quelque loi de cette Législature. La cité peut, nonobstant toute disposition législative inconciliable, décréter l'annulation ou la modification de ces plans en suivant la procédure indiquée à l'article 415."

1899,  
c. 58,  
a. 421,  
am.

Pouvoirs.

24. L'article 421 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Depuis le 16 janvier 1953, la cité est aussi autorisée, pourvu toutefois qu'elle en assume seule le coût:

a) à acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble, toute partie d'immeuble ou toute servitude dans un rayon maximum de cent vingt-cinq (125) pieds de la ligne de toute rue ou place publique dans les limites de son territoire, en vue d'en permettre un meilleur aménagement des abords;

b) à fermer, sur résolution du comité exécutif, approuvée par le conseil, toute ruelle publique ou privée, qu'elle jugera inutile, et à acquérir de gré à gré ou par

the decision to be taken, they shall transmit the dossier of the complaint with their respective report, to the board of revision, which shall dispose of the matter according to the ordinary procedure.

10. The executive committee may also, on the recommendation of the board of revision, appoint as many temporary assistant secretaries as may be required for each division to fulfil the duties and functions ascribed by the charter to the secretary of the board of revision, except the custody of the archives. It shall determine their remuneration, fix the duration of their functions and decide, if need be, on their revocation or their replacement.

Tempo-  
rary  
assistant  
secre-  
taries.

11. These assistant secretaries shall have the authority to take the oath of witnesses and they shall be subject to the supervision, orders and control of the chairman of the board of revision as regards the fulfilment of their duties."

Power  
to take  
oath, etc.

23. Article 413 of the said act, replaced by section 6 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 66, is again amended by adding the following paragraph:

1899,  
c. 58,  
a. 413,  
am.

"Are also part of the general plan of the city all the other plans in force within the limits of its territory when declared valid and legal by any act of this Legislature. The city may, notwithstanding any incompatible legislative provision, decree the annulment or the amendment of such plans following the procedure indicated in article 415."

General  
plan of  
city.

24. Article 421 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

1899,  
c. 58,  
a. 421,  
am.

"Since the 16th of January, 1953, the city is also authorized, provided however that it assumes alone the cost thereof:

Powers.

a. to acquire by mutual agreement or by expropriation any immovable, any part of immovable or any servitude within a maximum radius of one hundred and twenty-five (125) feet from the line of any street or public place within the limits of its territory, in order to permit a better lay-out of the approaches;

b. to close, on a resolution of the executive committee, approved by the council, any public or private lane, which it shall deem useless, and to acquire, by mutual

expropriation les lots ou terrains constituant cette ruelle, ainsi que les servitudes qui s'y rapportent.

agreement or by expropriation the lots or land constituting such lanes, as well as the servitudes pertaining thereto.

1899,  
c. 58,  
a. 421c,  
aj.

Acquisi-  
tion de  
servi-  
tudes.

**25.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 421b, le suivant:

**"421c.** La cité est autorisée, par résolution de son comité exécutif, et pourvu qu'elle en assume seule le coût, à acquérir de gré à gré ou par expropriation, avec ou sans possession préalable, toutes servitudes qu'elle juge appropriées pour en permettre l'usage ou les céder, aux conditions que le comité exécutif pourra déterminer, à des compagnies d'utilités publiques, pour la pose ou l'installation des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires à leurs opérations."

**25.** The said act is amended by adding after article 421b, the following:

**"421c.** The city is authorized, by resolution of its executive committee and provided that it assumes alone the cost thereof, to acquire by mutual agreement or by expropriation, with or without prior possession, all servitudes which it shall deem appropriate to permit their use or to cede them, on the conditions which the executive committee shall determine, to public utility companies, for the laying or installation of conduits, poles, wires and other accessories necessary for their operations."

1899,  
c. 58,  
a. 421c,  
added.

Acquisi-  
tion of  
servi-  
tudes.

1899,  
c. 58,  
a. 450a,  
aj.

Rôles de  
réparti-  
tion du  
coût d'une  
expro-  
priation.

**26.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 450, l'article suivant:

**"450a.** Les rôles de répartition du coût d'une expropriation peuvent être préparés et mis en vigueur, même si les résidus de terrains expropriés n'ont pas été vendus suivant les dispositions de l'article 19 de la loi 18 George V, chapitre 97, pourvu que:

a) lesdits résidus de terrains aient été mis à l'enchère et que tous ou quelques-uns d'entre eux n'aient pas trouvé preneur à la mise à prix fixée par le surintendant de la division des immeubles de la cité; ou

b) que l'on crédite au coût de l'expropriation la valeur desdits résidus ou de ceux d'entre eux qui n'ont pas été vendus, telle que déterminée par le surintendant de la division des immeubles, sur certificat qui sera versé au dossier.

Lorsque lesdits résidus de terrains seront plus tard vendus, le produit en sera disponible comme revenu, selon l'article 347."

Produit  
de la  
vente.

1899,  
c. 58,  
a. 456,  
am.

**27.** Le paragraphe 3 de l'article 456 de ladite loi, remplacé par l'article 10 de la loi 6 George VI, chapitre 72, est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "dix" par le mot "vingt-cinq".

**26.** The said act is amended by adding after article 450, the following article:

**"450a.** The apportionment rolls of the cost of an expropriation may be prepared and put into force even if the residues of expropriated lots have not been sold according to the provisions of section 19 of the act 18 George V, chapter 97, provided that:

a. the said residues of lots were offered at auction and all or some of them did not find any taker at the price set by the superintendent of the division of immoveables of the city; or

b. credit be made to the cost of expropriation of the value of said residues or of those which were not sold, as determined by the superintendent of the real estate division, on a certificate to be attached to the file.

When the said residues are later sold, the proceeds thereof shall be available as revenue, in accordance with article 347."

1899,  
c. 58,  
a. 450a,  
added.

Appor-  
tionment  
rolls of  
costs of  
expro-  
priation.

Proceeds  
of sale.

**27.** Paragraph 3 of article 456 of the said act, replaced by section 10 of the act 6 George VI, chapter 72, is amended by replacing, in the fourth line, the word "ten" by the word "twenty-five".

1899,  
c. 58,  
a. 456,  
am.



Taxe  
d'eau de  
personne  
changeant  
de local.

**28.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec les présentes, lorsqu'au cours de l'exercice une personne sujette au paiement d'une taxe d'eau, en vertu du rôle de perception des taxes, quitte un local pour en occuper un autre, elle ne peut être tenue de payer une seconde taxe d'eau par suite de l'occupation de ce dernier, à moins que le loyer n'en soit plus élevé que celui du précédent; dans ce cas, cette personne doit payer la taxe sur la différence entre la valeur locative annuelle estimée des deux locaux, à compter de la date de l'occupation du nouveau jusqu'à la fin de l'exercice, suivant le certificat de l'estimateur, lequel est réputé faire partie de ce rôle.

Idem.

Cependant, si elle quitte un local après l'homologation du rôle, et n'a pas cédé ses droits aux termes de l'article 26 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, ou n'est pas dans le cas prévu au premier alinéa du présent article, elle a droit à un remboursement ou crédit selon le cas, à compter de la date de l'évacuation des lieux cotisés jusqu'à la fin de l'exercice financier en cours. L'estimateur détermine par certificat les modifications qui s'imposent, et tel certificat est réputé faire partie du rôle de perception des taxes.

Taxe  
d'eau de  
personne  
Expro-  
priée.

Tout occupant d'un local, exproprié par la cité, qui est forcé d'évacuer les lieux du fait de l'expropriation, après la date où la cité en est devenue propriétaire par prise de possession préalable ou autrement, est libéré du paiement de la taxe d'eau quant à ce local, pour la proportion à courir de l'exercice en cours, à compter de la date où il a définitivement évacué les lieux. S'il a, à cette date, déjà payé la taxe pour l'exercice entier, il a droit à un remboursement proportionnel ou aux avantages visés au premier alinéa du présent article au cas où il occuperait un autre local sujet à la taxe d'eau au cours du reste de l'exercice.

Proprié-  
taire.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également au propriétaire cotisé personnellement ou qui doit, en vertu d'une stipulation de son bail, payer cette taxe d'eau pour son locataire cotisé.

Bâtiments  
rasés par  
le feu.

Les dispositions des troisième et quatrième alinéas du présent article s'appliquent dans le cas de bâtiment rasé par

**28.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent with these presents, if, in the course of a fiscal year a person subject to the payment of a water tax in virtue of the tax roll, leaves premises to occupy others, such person shall not be held to pay a new water tax due to the occupancy of the latter, unless the rental value of the new premises be higher than that of the former; in that case, such person shall pay the difference between the assessed annual rental value of the two premises from the date of occupancy of the new premises to the end of the fiscal year, in accordance with the assessor's certificate which shall be deemed to be part of such roll.

Water  
tax of  
person  
changing  
premises.

However, if he leaves the premises after the homologation of the roll and has not ceded his rights according to article 26 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 65, or is not in the case provided in the first paragraph of the present section, he shall be entitled to a refund or credit as the case may be, from the date of leaving the premises assessed until the end of the current fiscal year. The assessor shall determine by certificate the required changes and such certificate shall be deemed to form part of the tax roll.

Idem.

Any occupant of premises expropriated by the city who is forced to leave the premises due to expropriation after the date on which the city shall have become proprietor thereof by prior possession or otherwise, shall be freed from the payment of the water tax on such premises for the proportion still to run of the current fiscal year, from the date when he shall have left the premises. If, at that date, he has already paid the tax for the whole year, he shall be entitled to a proportionate refund, or to the advantages covered by the first paragraph of the present section in case he shall occupy other premises subject to the water tax for the balance of the fiscal year.

Water  
tax of  
expro-  
priated  
person.

The provisions of the preceding paragraph shall also apply to the proprietor who is personally assessed or who must, in virtue of the stipulations of his lease, pay such water tax for his assessed tenant.

Owner.

The provisions of the third and fourth paragraphs of the present section shall apply in the case of buildings razed by

Buildings  
razed by  
fire.



incendie ou force majeure ou démolition volontairement, à compter de la date de la destruction ou de la démolition, pourvu que demande soit faite à cet effet à l'estimateur avant la fin de l'exercice financier en cours. Au cas où il y a lieu à remboursement, l'estimateur détermine par certificat le montant du remboursement, et le certificat est réputé faire partie du rôle.

fire or act of God or voluntarily demolished, from the date of the destruction or of the demolition, provided a request be made to that effect to the assessor before the end of the current year. If a refund is to be made, the assessor shall determine by certificate the amount of such refund and such certificate shall be deemed to form part of the roll.

1899,  
c. 58,  
a. 503,  
am.  
Déplace-  
ment de  
véhicule.

**29.** Ladite loi est modifiée en ajoutant à la fin de l'article 503, les alinéas suivants:

"Tout agent de la paix ou tout agent spécial, nommé conformément aux dispositions du présent article, est autorisé à déplacer ou à faire déplacer, au moyen d'un véhicule de service ou remorque, tout véhicule stationnant à un endroit où la chose est prohibée ou en contravention d'un règlement ou d'une ordonnance de circulation.

Mention.

Le billet d'assignation ou la plainte devra alors faire mention de ce déplacement, et la cité percevra, de celui qui se présentera au bureau de la circulation ou à tout autre endroit désigné sur le billet pour payer l'amende tel que prévu au présent article ou qui plaidera coupable ou sera condamné sur la plainte portée contre lui en vertu du présent article, une somme additionnelle à être fixée par règlement, mais ne dépassant pas vingt-cinq (\$25.00) dollars."

1899,  
c. 58,  
a. 536c,  
rempl.

**30.** L'article 536c de ladite loi, remplacé par l'article 22 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 52, est de nouveau remplacé par le suivant:

Preuve  
requis.

**"536c.** Aucune action en dommages-intérêts n'est recevable contre la cité pour dommages résultant de l'inondation d'un immeuble construit après le 28 avril 1939, à moins que le demandeur n'allègue et ne prouve qu'au moment de l'inondation, des soupapes de sûreté d'un modèle approuvé par la ci-devant Commission des services publics de Québec, ou la Régie des services publics, ou par une commission, régie ou organisme similaire leur ayant succédé, étaient installées selon les règles de l'art, en vue de prévenir le reflux des eaux d'égout de la cité dans les caves ou le sous-sol de cet immeuble."

**29.** Article 503 of the said act is amended by adding at the end, the following paragraphs:

"Any agent of the peace or any special agent, appointed in conformity with the provisions of this article, shall be authorized to move or have moved, by means of a service vehicle or tow-car, any vehicle parked where parking is prohibited or in contravention of a traffic by-law or ordinance.

1899,  
c. 58,  
a. 503,  
am.  
Moving  
of vehicle.

The summons or the complaint shall then mention such moving, and the city shall collect from the person who shall present himself at the traffic office or at any other place designated on the ticket to pay the fine as provided in this article or who shall plead guilty or shall be sentenced on the complaint filed against him in virtue of this article, an additional sum to be fixed by by-law, but not exceeding twenty-five (\$25.00) dollars."

Mention.

**30.** Article 536c of the said act, replaced by section 22 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 52, is again replaced by the following:

1899,  
c. 58,  
a. 536c,  
replaced.

**"536c.** No action for damages shall be receivable against the city for damages resulting from the flooding of an immoveable erected after the 28th of April, 1939, unless the plaintiff alleges and proves that at the time of the flooding, safety valves of a model approved by the former Quebec Public Service Commission, or the Public Service Board, or by a similar commission, board or body having succeeded them, had been installed according to the rules of the trade, with a view to prevent the backflow of sewage water of the city in the cellars or the basement of such immoveables."

Proof  
required.

1899,  
c. 58,  
a. 564a,  
remp.

Construc-  
tions ou  
appareils  
non im-  
meubles.

**31.** L'article 564a de ladite loi est remplacé par le suivant:

**"564a.** Nonobstant les dispositions de l'article 361, ou de toute autre loi à ce contraire, le mot immeuble ne comprend pas les tuyaux, poteaux, soutiens caténaires, fils conducteurs, câbles, conduits, rails, dormants, accessoires d'assujettissement de rails, tunnels, ponts, viaducs, chevalets, avec leurs appuis et sous-structures, passages souterrains, ponceaux, aiguilles, réseaux de signalisation, d'aiguillage ou de contrôle de vitesse, les ouvrages d'empierrement, de nivellement, de terrassement ou de remblayage comme tels, et autres constructions ou appareils de même nature, possédés ou utilisés par une entreprise de chemins de fer pour les fins principales ou incidentes de son exploitation.

Nouvelle  
estima-  
tion.

L'estimateur doit refaire, pour les fins du rôle d'évaluation déposé le premier décembre 1955, l'estimation des immeubles possédés ou utilisés par une entreprise de chemins de fer de façon à donner effet aux dispositions de l'alinéa précédent, et doit modifier le rôle en conséquence.

Modifi-  
cation au  
rôle.

L'estimateur informera le directeur des finances de cette nouvelle évaluation, et ce dernier modifiera en conséquence le double du rôle d'évaluation déposé entre ses mains ainsi que le rôle de perception des taxes foncières, s'il y a lieu.

Avis.

L'estimateur avise également les entreprises de chemins de fer qui auront trente jours pour porter plainte contre cette nouvelle évaluation.

Ententes  
prolon-  
gées.

La durée des dernières ententes entre la cité et le C.P.R., le C.N.R., et les compagnies du tunnel Mont-Royal, relatives aux usines Angus, aux usines de Pointe Saint-Charles, au pont Victoria, au tunnel Mont-Royal, à la cour Turcot et aux approches de la gare Centrale, est prolongée jusqu'au premier mai 1956, nonobstant le terme qui y est fixé.

Pourcen-  
tage im-  
posé.

Quant aux immeubles taxables compris dans la convention avec le Canadian Pacific Railway Company relative aux usines Angus et dans la convention avec le Canadian National Railway Company relative aux usines de Pointe Saint-Charles, la taxe foncière ordinaire et la taxe d'affaires, à compter du premier mai 1956, ne seront imposées que sur un pour-

**31.** Article 564a of the said act is replaced by the following:

1899,  
c. 58,  
s. 564a,  
replaced.

Construc-  
tions or  
apparatus  
not im-  
moveable  
property.

**"564a.** Notwithstanding the provisions of article 361, or of any other law to the contrary, immoveable property shall not comprise pipes, poles, catenary supports, wires, cables, conduits, rails, ties, rail fastenings, tunnels, bridges, viaducts, trestles, with their supports and sub-structures, subways, culverts, switches, signalling systems and switch or speed control systems, ballasts, gradings, earthworks or embankments as such, and other constructions or apparatus of a similar nature, owned or used by a railway in its operations or incidental thereto.

The assessor shall remake, for the purposes of the valuation roll deposited on first December, 1955, the valuation of the immoveables owned or used by a railroad undertaking, so as to give effect to the provisions of the preceding paragraph, and shall amend the roll accordingly.

Valuation  
remade.

The assessor shall inform the director of finance of such new valuation, and the latter shall amend accordingly the duplicate of the valuation roll in his possession as well as the real estate tax roll, if need be.

Amend-  
ment to  
roll.

The assessor shall also notify the railroad undertaking, which shall have thirty days to complain against such new valuation.

Notice.

The duration of the last agreements between the city and the C.P.R., the C.N.R. and the Mount Royal Tunnel Companies relating to the Angus Shops, the Pointe Saint-Charles Shops, Victoria Bridge, Mount Royal Tunnel, Turcot Yards and the Central Station approaches, shall be extended until first of May, 1956, notwithstanding the term fixed therein.

Agree-  
ments  
extended.

As regards the taxable immoveables included in the agreement with the Canadian Pacific Railway Company relating to the Angus Shops and in the agreement with the Canadian National Railway Company relating to the Pointe Saint-Charles Shops, the ordinary real estate tax and the business tax, as from May first 1956, shall be imposed only on a percentage of fifty-

Percent-  
age im-  
posed.

centage de cinquante-cinq (55%) pour cent de la valeur réelle ou de la valeur locative desdits immeubles, telle que respectivement portée au rôle d'évaluation et au rôle de perception des taxes personnelles, à condition toutefois que le Canadian Pacific Railway Company emploie en tout temps un minimum de deux mille cinq cents (2,500) employés à son usine Angus et le Canadian National Railway Company un minimum de deux mille (2,000) employés à son usine de Pointe Saint-Charles, à moins d'en être empêchés temporairement et dans chaque cas par force majeure ou autre cause hors du contrôle desdites compagnies de chemins de fer."

five (55%) per cent of the real value or of the rental value of the said immoveables, as respectively entered on the valuation roll and on the personal tax roll, on condition however that the Canadian Pacific Railway Company shall employ at all times a minimum of two thousand five hundred (2,500) employees in its Angus Shops, and the Canadian National Railway Company a minimum of two thousand (2,000) employees in its Pointe Saint-Charles Shops, unless they be temporarily prevented and in each case by an act of God, or other cause beyond the control of the said railway companies."

1909,  
c. 81,  
a. 39c,  
am.

**32.** L'article 39c de la loi 9 Edouard VII, chapitre 81, édicté par l'article 20 de la loi 16 George V, chapitre 71, est modifié en y remplaçant les chiffres "\$2,500", dans la troisième ligne, par les mots "cinq mille dollars".

**32.** Section 39c of the act 9 Edward VII, chapter 81, enacted by section 20 of the act 16 George VI, chapter 71, is amended by replacing, in the fifth line, the figures "\$2,500" by the words "five thousand dollars".

1934,  
c. 88,  
a. 42, am.

**33.** L'article 42 de la loi 24 George V, chapitre 88, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

**33.** Section 42 of the act 24 George V, chapter 88, is amended by replacing the first paragraph thereof by the following:

Résidu  
de lot  
impos-  
sable.

**"42.** Lorsque la cité, à la suite de procédures en expropriation, est devenue et est demeurée propriétaire du résidu d'un lot inutilisable pour elle, ce résidu, pourvu que l'une ou l'autre des alternatives prévues par l'article 450a, se soit réalisée, est imposable pour sa quote-part du coût des améliorations locales, mais celle-ci doit être payée, au fur et à mesure de l'échéance des versements, suivant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 du règlement numéro 1735, tant que la cité en reste propriétaire."

**"42.** When the city, following expropriation proceedings, has become and has remained proprietor of the residue of a lot unusable by it, such residue, provided one or the other of the alternatives mentioned in article 450a, has been realized, shall be taxable for its share of local improvements, but the latter shall be paid, as the instalments become due, in accordance with the provisions of paragraph 3 of article 6 of by-law number 1735, as long as the city shall remain the proprietor thereof."

Residue  
of lot  
taxable.

1941,  
c. 73,  
a. 59, am.

**34.** L'article 59 de la loi 5 George VI, chapitre 73, est modifié en y remplaçant, dans le premier paragraphe, les mots "par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure" par les mots "par un employé de la cité", et les mots "douze mois" par les mots "six mois".

**34.** Section 59 of the act 5 George VI, chapter 73, is amended by replacing, in the first paragraph thereof, the words "through a bailiff of the Superior Court" by the words "by an employee of the city", and the words "twelve months" by the words "six months".

1950-51,  
c. 72, a. 3,  
am.

**35.** L'article 3 de la loi 14-15 George VI, chapitre 72, est modifié en remplaçant le septième alinéa du paragraphe 3, par le suivant:

**35.** Article 3 of the act 14-15 George VI, chapter 72, is amended by replacing therein the seventh sub-paragraph of paragraph 3, by the following:

"De ce point A, suivant dans une direction sud-est, la limite nord-est actuelle de la ville de Hampstead sur une distance d'un pied et un dixième de pied (1.1') jusqu'au point H, point de départ."

"From this point A, following in a southeasterly direction, the present north-east limit of the town of Hampstead over a distance of one and one-tenth feet (1.1') to point H, point of departure."

1951-52,  
c. 65, a. 9,  
am.

**36.** L'article 9 de la loi 15-16 George VI, chapitre 65, tel que modifié par l'article 35 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, l'article 12 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66, et l'article 17 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 52, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Taxis.

"Entre la date de l'adoption de la présente loi et le 30 avril 1957, dans toute municipalité située dans l'île de Montréal,

a) le taux de la taxe sur les propriétaires de véhicules automobiles dont ceux-ci se servent pour exercer le métier de cocher, roulier public ou pour fins de location, ne devra pas être augmenté;

b) le nombre des permis de taxi en opération à date dans la cité de Montréal ne devra pas être augmenté pendant la même période;

c) le nombre des permis de taxi en opération dans chacune des autres municipalités ne devra pas excéder un permis par quatre cents de population tel que constaté par le certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier, donné sous son serment d'office.

Restric-  
tion.

Cependant, cette limite est portée au nombre de permis légalement accordés et existant au quinze février 1956, dans le cas de telles de ces municipalités où le nombre de ces permis excède la proportion fixée au présent paragraphe."

1953-54,  
c. 66,  
a. 15, am.

**37.** L'article 15 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66, est remplacé par les articles suivants:

Rôle peut  
être cassé.

"**15.** Un rôle d'évaluation peut être cassé par la Cour de magistrat dont la décision est finale et sans appel, pour cause d'illégalité ou de nullité, quelle qu'en soit la nature, avec dépens contre la cité; aucun autre recours en cassation ou en déclaration de nullité d'un tel rôle ne peut être exercé. L'article 50 du Code de procédure civile n'est pas applicable

**36.** Section 9 of the act 15-16 George VI, chapter 65, such as amended by section 35 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 65, section 12 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 66, and section 17 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 52, is again amended by replacing the last paragraph by the following:

1951-52,  
c. 65, . 9,  
am.

"Between the date of the passing of this act and the 30th of April, 1957, in every municipality situated on the Island of Montreal,

a. the rate of the tax on the owners of motor-vehicles used by the latter in order to ply the trade of driver, public carrier or for rental purposes, shall not be augmented;

b. the number of permits for taxi-cabs in operation for the time being shall not be increased during the same period;

c. the number of permits for taxi-cabs in operation in each of the other municipalities shall not exceed a permit by four hundred people, such as ascertained by the certificate of the clerk or of the secretary-treasurer, given under his oath of office.

However such limitation shall be applied to the number of permits legally granted and existing on the fifteenth of February, 1956, should the number of such permits exceed proportion fixed in this paragraph as to some of such municipalities."

Restric-  
tion.

**37.** Section 15 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 66, is replaced by the following sections:

1953-54,  
c. 66,  
s. 15, am.

"**15.** A valuation roll may be put aside by the Magistrate's Court by reason of the illegality or invalidity of such roll, whatever may be the nature thereof, at the expense of the city; no other demand to put aside or declare such roll void may be waived. Article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply respecting such roll and no writ of injunction may be

Roll may  
be put  
aside.



en ce qui le concerne et aucun bref d'injonction ne peut être émis contre la cité ou aucun de ses officiers pour l'empêcher de percevoir les taxes imposées en vertu de ce rôle.

Remplacement.

Au cas d'annulation ou de cassation de ce rôle d'évaluation, il sera remplacé par un nouveau rôle d'évaluation spécialement préparé à cette fin, dans le délai fixé par la cour. Dans cette éventualité, le rôle d'évaluation précédent, avec les additions et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être faites suivant la loi, redeviendra temporairement en vigueur, et il sera incontestable, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation. Dans ce cas, cependant, ce rôle mis en vigueur temporairement pourra être majoré, par résolution du conseil, dans une proportion uniforme n'excédant pas quinze pour cent de l'estimation des immeubles y inscrits.

Causes pendantes.

Les deux alinéas précédents s'appliquent aux causes pendantes. Le dossier de toute cause pendante devant un tribunal autre que la Cour de magistrat doit être transmis, à la demande de l'une des parties à cette cause, avec une copie certifiée des entrées au plume s'y rapportant, au greffe de la Cour de magistrat, pour être continué devant celle-ci conformément aux dispositions du présent article.

Rôles refaits.

Sur réception de l'un des doubles de ce nouveau rôle, le directeur des finances refait tous les rôles de perception de taxes foncières auxquels le rôle d'évaluation ainsi annulé avait servi de base, et dès qu'ils sont complétés, il donne l'avis public mentionné à l'article 379*b* de la charte de la cité, tel que modifié.

Paiements effectués.

Les paiements effectués en vertu des rôles de perception de taxes foncières auxquels le rôle d'évaluation annulé avait servi de base ne sont pas invalidés, ils sont appliqués sur les montants fixés par les nouveaux rôles de perception.

Montants à parfaire ou à rembourser.

Si les nouveaux rôles de perception fixent des montants plus élevés, le contribuable est tenu de parfaire les montants devenus exigibles avec intérêts; si, au contraire, le contribuable a payé plus que les nouveaux rôles ne lui imposent, il a droit au remboursement du surplus avec intérêts.

issued against the city or any of its officers with a view to prevent such officer to collect the taxes imposed under such roll.

Should such valuation roll be rescinded or put aside, it shall be replaced by a new valuation roll especially prepared for that purpose within the delay fixed by the court. In that case the preceeding valuation roll, with the additions and amendments that were made or might have been made thereto in accordance with the law, shall again come temporarily in force and it shall be incontestable till the coming into force of a new valuation roll. However, in that case, such roll temporarily set into force may be increased, upon a resolution of the council in a flat proportion not exceeding fifteen per cent of the estimation of the immoveables therein entered.

Replacement.

The foregoing two paragraphs apply to pending cases. The record of any case pending before a court other than the Magistrate's Court must be transmitted, upon request of any of the parties to such case, together with a certified copy of the entries in the plume relating to the same, to the office of the Magistrate's Court, to be continued before the said court, in conformity with the provisions of this article.

Pending cases.

Upon receipt of one of the copies of such new roll, the director of finance shall remake all the collection rolls of real estate taxes that have been used as a basis for the valuation roll so rescinded and, as soon as such collection rolls are completed, give the public notice mentioned in article 379*b* of the charter of the city, as amended.

Rolls remade

The payments made under the collection rolls of real estate taxes that have been used as a basis for the valuation roll rescinded shall not be invalidated; such payments shall be applied to the amounts fixed by the new collection rolls.

Payments made.

If higher amounts are fixed in the new collection rolls, the taxpayer shall complete the amounts that became payable and add the interest thereof; if, on the contrary, a taxpayer paid more than the amount the new rolls impose on him, he shall be entitled to be paid the surplus and the interest thereof.

Amounts to complete or to reimburse.

Prescription.

**15a.** Le recours accordé par l'article 15 qui précède se prescrit par trois mois à compter de la date de l'avis du dépôt du rôle d'évaluation.

Action conjointe.

Une telle action n'est recevable que si elle est intentée conjointement par au moins dix (10) électeurs propriétaires qui doivent donner cautionnement pour les frais le jour du rapport du bref ou dans les trois (3) jours suivants, en déposant au greffe de la cour la somme de cinq mille (\$5,000.00) dollars."

Construction d'égouts.

**38.** Lorsque la cité juge à propos de construire un égout, il lui appartient de décider, suivant les circonstances,

a) s'il en sera construit un seul et dans ce cas, s'il sera posé au centre ou d'un côté ou de l'autre de la rue, ou

b) s'il en sera construit un de chaque côté.

Pour les fins du présent article et des deux articles qui suivent,

le mot "égout" s'entend à l'exclusion des égouts collecteurs et des tributaires;

le mot "rue" comprend les rues, ruelles, places publiques, existantes ou projetées

Coût.

**39.** Le coût de construction d'un égout sera mis à la charge des propriétaires des immeubles riverains qu'il est destiné à desservir. Il sera réparti sur tels immeubles, d'après et en raison de leur longueur respective en bordure de la rue où l'égout est construit, à un prix uniforme au pied linéaire déterminé de la manière prévue à l'article suivant.

Renseignements à être fournis.

**40.** Le service des travaux publics doit, avant le premier mars de chaque année, fournir au comité exécutif les renseignements suivants:

1° Le coût total de tous les égouts dont les travaux de construction ont été acceptés provisoirement au cours des douze mois terminés le 30 octobre précédent;

2° La longueur, en pieds, de tous les terrains en bordure des rues ou parties de rues où ces égouts ont été construits, et qu'ils sont destinés à desservir;

3° Le coût moyen, au pied linéaire, obtenu en divisant le coût total de construction mentionné au paragraphe 1°,

**15a.** The recourse granted in the preceding section 15 shall be prescribed by three months from the day when the valuation roll is deposited.

Prescription.

Such an action shall be admissible only if it is brought jointly by at least ten (10) elector proprietors who shall give a guarantee for the costs on the day of the report of the writ or within the three (3) following days, by depositing five thousand (\$5,000.00) dollars at the office of the court."

Joint action.

**38.** When the city decides to construct a sewer, it shall have the duty of deciding, according to circumstances,

Construction of sewer.

a. if only one shall be constructed and in such case, if it shall be laid in the center or on one side or the other of the street, or

b. if one shall be constructed on each side.

For the purposes of the present article and of the two following articles,

the word "sewer" shall be understood to exclude collector and tributary sewers;

the word "street" shall include the streets, lanes, public places, existing or projected.

**39.** The cost of construction of a sewer shall be charged to the proprietors of the bordering immoveables for whose benefit the said sewer is constructed. It shall be apportioned on such immoveables, according to and in relation to their respective frontage along the street where the sewer is constructed at a uniform price per lineal foot to be fixed in the manner provided in the following article.

Cost.

**40.** The public works department shall, before the first of March every year, furnish to the executive committee the following information:

Information to be furnished.

1. The total cost of all sewers provisionally accepted during the twelve months ending on the preceding October 30th;

2. The length in feet of all the lots bordering on the streets or parts of streets where such sewers have been constructed and which they are meant to serve;

3. The average cost per lineal foot, obtained by dividing the total construction cost mentioned in paragraph 1, by

par la longueur totale de la façade des immeubles, établie suivant le paragraphe 2°.

Détermination du prix.

Par règlement, adopté dans le cours du mois de mars de chaque année, sur rapport du comité exécutif, le conseil municipal déterminera, conformément au prix moyen ainsi obtenu, le prix uniforme au pied linéaire suivant lequel les égouts dont la construction sera décidée dans le cours de l'exercice suivant, seront mis à la charge des propriétaires des immeubles riverains suivant l'article 42 de la loi 22 George V, chapitre 105.

Exemption.

Le propriétaire d'un lot situé à l'encoignure de deux rues, qui a déjà payé sa quote part du coût d'un égout construit dans l'une d'elles, est exempté de payer le coût d'un égout construit dans l'autre,

a) jusqu'à concurrence de cinquante (50) pieds, si le lot longe la rue où le second égout est construit sur une distance de cent (100) pieds ou plus,

b) jusqu'à concurrence de la moitié de sa longueur, si elle a moins de cent (100) pieds.

Paiement par la cité.

Dans tous les cas, le solde du coût de construction d'un égout qui ne peut pas être exigé des propriétaires est payable par la cité.

Constitution d'un conseil des arts, autorisée.

**41. 1.** Le conseil, sur rapport du comité exécutif peut, par règlement, constituer une commission permanente sous le nom de "Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal" dont la juridiction couvrira la cité de Montréal ainsi que toute autre municipalité sise dans un rayon de vingt-cinq milles de celle-ci, pourvu que le conseil de cette dernière, par résolution, en ait exprimé l'intention. Telle résolution restera en vigueur pour une période de deux ans et se renouvellera par tacite reconduction, à moins qu'un avis à l'effet contraire ne soit donné à et reçu par la cité de Montréal, 180 jours avant l'expiration du délai.

Nombre de membres.

Le règlement déterminera le nombre de membres constituant ledit conseil des arts, leurs qualifications, la durée de leurs fonctions, le nombre et la date des séances régulières du conseil, le nombre de membres requis pour former quorum, la date de l'élection des officiers.

the total length of the frontage of the immovables, determined according to paragraph 2.

By by-law adopted during the month of March each year, on report of the executive committee, the city council shall determine, according to the average price thus obtained, the uniform price per lineal foot on which the sewers the construction whereof shall be decided in the course of the following fiscal year, shall be charged to the proprietors of the bordering immovables in accordance with section 22 of the act 22 George V, chapter 105.

Fixing of price.

The proprietor of a lot located at the corner of two streets, who has already paid his share of the cost of a sewer constructed in one of them shall be exempt from the payment of the cost of a sewer constructed in the other,

Exemption.

a. to the extent of fifty (50) feet, if the lot borders on the street where the second sewer is constructed over a distance of one hundred (100) feet or more,

b. to the extent of half of its length, if it is less than one hundred (100) feet.

In all cases, the balance of the cost of construction of a sewer which cannot be charged to the proprietors shall be payable by the city.

Payment by city.

**41. 1.** The council, upon a report of the executive committee, may, by by-law, establish a permanent committee under the name of "The Greater Montreal Council of Arts" whose jurisdiction shall cover the city of Montreal as well as any other municipality situate within a radius of twenty-five miles from the latter, provided that the council of the latter has, by resolution, expressed a wish to that effect. Such resolution shall remain in force for a period of two years and shall be renewed by tacit renewal, unless a notice to the contrary be given to and received by the city of Montreal, 180 days before the expiration of the delay.

Establishment of council of arts, authorized.

The by-law shall fix the number of members composing the said council of arts, their qualifications, the duration of their office, the number and date of the regular sittings of the council, the number of members required for a quorum, the date of the elections of the officers.

Number of members.



Qualités,  
etc.

Les membres du conseil des arts devront être citoyens canadiens et domiciliés dans l'une quelconque des municipalités en faisant partie. Leurs services seront gratuits; ils seront nommés sur rapport du comité exécutif adopté par la majorité des membres du conseil présents à la séance. Celui-ci pourra, s'il le juge à propos, rejeter ce rapport, mais non l'amender.

Officiers.

2. A la date fixée par le règlement, les membres du conseil des arts choisiront parmi eux un président et deux vice-présidents. Ils devront en outre, et pour une période n'excédant pas un an, louer les services d'un secrétaire à qui sera confié le soin d'assister aux assemblées, d'en dresser procès-verbal, de tenir et de conserver les livres et archives et de faire un rapport annuel des activités dudit conseil au conseil de la cité de Montréal ainsi qu'aux conseils des diverses municipalités ayant adhéré au conseil des arts, en même temps que le rapport financier. Le directeur des finances de la cité de Montréal ou un subordonné désigné par lui, en sera d'office trésorier.

Devoirs.

Le conseil des arts devra:

a) dresser et maintenir une liste permanente des associations, sociétés, corporations ou personnes qui participent à la vie artistique et culturelle de la région; vie artistique ou culturelle de la région métropolitaine;

b) harmoniser, coordonner et encourager les initiatives d'ordre artistique ou culturel dans la région;

c) définir et déterminer les personnes, groupements, manifestations artistiques ou culturelles qui méritent de recevoir une subvention, en fixer le montant et en recommander le versement;

d) poser tous les autres actes autorisés par le règlement qui le crée et de nature à lui permettre d'atteindre ses fins.

Règle-  
menta-  
tion.

Sous réserve des dispositions ci-dessus, le conseil des arts pourra adopter, amender ou abroger les règles qu'il juge nécessaires à sa gouverne et à sa régie interne. Il lui sera également loisible d'engager le personnel nécessaire à la poursuite de ses fins, d'en déterminer les salaires et d'en ordonner au trésorier le paiement. Cependant, les frais d'administration, y com-

The members of the council of arts must be canadian citizens and residents of any of the municipalities forming part thereof. They shall serve gratuitously; they shall be appointed upon report of the executive committee adopted by the majority of the members of the council present at the sitting. The latter may, if it deems it expedient, reject such report, but not amend the same.

Qualifica-  
tions, etc.

Officers.

2. Upon the date fixed by the by-law, the members of the council of arts shall choose from among themselves a president and two vice-presidents. They must also, and for a period not exceeding one year, hire the services of a secretary whose duty will be to attend the meetings, to draw up a report thereof, to keep and preserve the books and archives, and to report annually on the activities of the said council to the council of the city of Montreal as well as to the councils of the different municipalities which have joined the council of arts, and at the same time to present the financial report. The director of finance of the city of Montreal or a subordinate person appointed by him, shall be *ex officio* treasurer of the council.

It shall be the duty of the council of arts:

Duties.

a. to draw up and maintain a permanent list of the associations, societies, corporations or persons taking part in the artistic or cultural life of the greater Montreal;

b. to harmonize, coordinate and promote the initiatives of an artistic or cultural kind within the district;

c. to define and determine the persons, groups, artistic or cultural manifestations which deserve to be granted a subsidy, to fix the amount and recommend the payment thereof;

d. to take all the other steps authorized by the by-law by which it was established and conducive to the pursuit of its objects.

Subject to the foregoing provisions, the council of arts may adopt, amend or repeal such rules as it shall deem expedient for its administration and internal management. It is also entitled to hire the personnel necessary for the pursuit of its objects, to fix the salaries thereof and to order the treasurer to make the payments of the same. However, the administra-

Regula-  
tion.



pris le traitement du secrétaire et les déboursés encourus par les membres dans l'exercice de leurs fonctions, ne devront pas excéder dix pour cent de la quote-part annuelle des fonds qui lui seront attribués au titre de la taxe de vente.

Exercice financier.

L'exercice financier du conseil des arts coïncidera avec celui de la cité de Montréal. Ses rapports devront être vérifiés et approuvés par l'auditeur de la cité et, dans les deux mois de la fin de l'exercice, copie en devra être transmise au conseil de la cité de Montréal ainsi qu'aux conseils des diverses municipalités ayant adhéré audit conseil des arts.

Fonds spécial.

3. A compter du premier mai suivant l'entrée en vigueur du règlement constituant le conseil des arts, le directeur des finances de la cité de Montréal devra créer un fonds spécial ayant nom "Fonds du conseil des arts de Montréal", fonds dont il aura la garde et dont il devra rendre compte dans son rapport financier annuel. Lors de la préparation du budget de la cité, il devra tenir compte dans son estimation du revenu, de la quote-part à être versée au fonds du conseil des arts, selon les normes ci-après établies.

Constitution du fonds.

Le fonds du conseil des arts sera constitué:

a) des dons, donations, legs et octrois qui lui seront consentis, à condition que ces dons, donations, legs et octrois aient été préalablement approuvés par le comité exécutif après recommandation de l'avocat en chef de la cité;

b) d'une retenue de un pour cent (1%) des sommes versées à la cité par le gouvernement de la province au titre de la taxe de vente selon la convention passée entre les parties le 21 octobre 1940;

c) des contributions des diverses corporations municipales ayant adhéré audit conseil des arts et qui devront équivaloir à un pour cent (1%) des revenus qu'elles retirent de la taxe de vente ou pourraient en retirer.

Contributions municipales.

Les corporations municipales qui ont résolu d'adhérer au conseil des arts ont le pouvoir et sont tenues de verser les contributions prévues au paragraphe précédent.

tion costs, including the salary of the secretary and the expenses incurred by the members in the discharge of their offices, shall not exceed ten per cent of the annual share of the funds assigned to it under the sales tax.

The fiscal of the council of arts shall coincide with that of the city of Montreal. Its reports shall be audited and approved by the auditor of the city and, within two months of the end of the fiscal year, a copy thereof shall be transmitted to the council of the city of Montreal and to the councils of the different municipalities which have joined the said council of arts.

Fiscal year.

3. From the first of May following the coming into force of the by-law establishing the council of arts, the director of finance of the city of Montreal must create a special fund called "Fund for the Montreal Council of Arts", of which he shall be the guardian and on which he shall report annually in his financial statement. In the preparation of the budget of the city, he shall take into account in the estimation of the revenue, the share to be turned over to the fund of the council of arts, according to the rules hereafter established.

Special fund.

The fund of the council of arts shall be made up:

How fund is made.

a. of the gifts, donations, legacies and grants made to the same, provided that such gifts, donations, legacies and grants have been previously approved by the executive committee upon recommendation of the chief attorney of the city;

b. of a deduction of one per cent (1%) of the sums paid to the city by the government of the Province under the sales tax in conformity with the agreement made between the parties on the 21st of October, 1940;

c. of the contributions of the different municipal corporations which have joined the said council of arts and which must be equivalent to one per cent (1%) of the revenues which they obtain or might obtain from the sales tax.

Such corporations as have decided to join the council of arts have the power and are bound to pay the contributions provided for in the foregoing paragraph.

Municipal contributions.

Emploi  
du fonds.

Ce fonds servira exclusivement à verser les octrois ou subventions recommandés par le conseil des arts et à payer les frais d'administration. Le trésorier, au fur et à mesure, devra faire rapport au comité exécutif. Ce dernier autorisera le versement des octrois ou subventions. Les sommes mises annuellement à la disposition du conseil des arts et qui, à la fin de l'exercice financier, n'auront pas été utilisées, pourront subséquemment servir aux fins auxquelles elles étaient destinées.

Such fund may be used exclusively for the payment of the grants or subsidies recommended by the council of arts and for the payment of the administration costs. The treasurer shall report such payments one by one to the executive committee. The latter shall authorize the payment of the grants and subsidies. The sums annually put at the disposal of the council of arts and which, at the end of the fiscal year, have not been used, may subsequently be assigned to the objects for which they were intended.

Use of  
fund.

Exemption  
autorisée.

**42.** Le conseil de la cité est autorisé à exempter de la taxe annuelle ordinaire sur les biens fonds, à compter du premier mai 1950, les immeubles et bâtiments détenus par la corporation dite "L'Archevêque Catholique Romain de Montréal", ou occupés pour ses fins et non possédés par elle uniquement pour en retirer un revenu.

**42.** The city council is authorized to exempt from the annual and ordinary tax on real estate, from and after the 1st of May 1950, the lands and buildings held by the corporation called "L'Archevêque Catholique Romain de Montréal", or occupied for its purposes and not possessed by the said corporation solely in order to obtain a revenue therefrom.

Exemption  
authorized.

Idem.

Le conseil de la cité est aussi autorisé à exempter de la taxe annuelle ordinaire sur les biens-fonds, à compter du premier mai 1956, les immeubles et bâtiments détenus par la corporation dite "La Société des Religieuses de Notre-Dame de Sion", ou occupés pour ses fins et non possédés par elle uniquement pour en retirer un revenu.

The council of the city is also authorized to exempt from the ordinary tax on real estate, from and after the first of May, 1956, the lands and buildings held by the corporation called "La Société des Religieuses de Notre-Dame de Sion", or occupied for its purposes and not possessed by the said corporation solely in order to obtain a revenue therefrom.

Idem.

Limite  
des taxes  
foncières.

**43.** Les taxes foncières tant générales que spéciales que la cité est autorisée à imposer et prélever en vertu du paragraphe 6 de l'article 361 de la charte de la cité de Montréal, n'excéderont pas, pour l'exercice 1956-57, un et soixante et un centième pour cent de la valeur des immeubles imposables d'après le rôle d'évaluation en vigueur pour ledit exercice.

**43.** The real estate taxes, both general and special, that the city is authorized to impose and levy, under paragraph 6 of article 361 of the charter of the city of Montreal, shall not exceed, for the fiscal year 1956-57, one and sixty-one hundredths per cent of the value of the immoveables assessable, according to the valuation roll in force during the said fiscal year.

Limit  
of real  
estate  
taxes.

Terres  
vacantes.

**44.** Les terres ou parties de terres vacantes ou non utilisées pour fins de construction urbaine ne doivent pas être évaluées à plus de cinq cents (\$500.00) dollars l'arpent aussi longtemps qu'elles ne sont pas subdivisées en lots à bâtir.

**44.** The farmlands or parts of farmlands, vacant or not used for purposes of urban construction shall not be valued at more than five hundred (\$500.00) dollars per arpent as long as they are not subdivided into building lots.

Farm-  
lands.

Idem.

Toutefois, les terres d'une superficie de trente arpents ou plus, possédées ou occupées par des cultivateurs de profession et cultivées par eux dans une proportion d'au moins cinquante (50%) pour

However, the farmlands of an area of thirty arpents or more, owned or occupied by professional farmers and cultivated by them in a proportion of at least fifty (50%) per cent of their area, shall not be

Idem.

cent de leur superficie, ne doivent pas être évaluées à plus de trois cents (\$300.00) dollars l'arpent aussi longtemps qu'elles ne sont pas subdivisées en lots à bâtir.

Évaluation.

Cette évaluation comprend les maisons, granges, écuries et autres dépendances de la terre, ainsi que les animaux de ferme, les voitures et les instruments aratoires, les meubles et généralement tout ce qui fait partie du matériel roulant et de l'exploitation ordinaire d'un cultivateur.

Garde de fumier.

Les fermiers ou cultivateurs ont droit de garder du fumier pour l'usage de leur ferme, pourvu qu'il ne soit pas déposé à moins de cent (100) pieds de toute habitation.

Disposition applicable.

Lesdites terres et parties de terres restent soumises, quant à l'évaluation pour fins scolaires, à l'article 6 de la loi 8 George V, chapitre 37, tel que modifié.

Lisières de terres.

Toutefois, les lisières de terres ou parties de terres mentionnées au premier alinéa du présent article, de même que les lisières de terres en culture mentionnées au deuxième alinéa du présent article, aboutissant aux rues et aux chemins pourvus d'un service d'eau et d'égout doivent être évaluées suivant leur valeur réelle jusqu'à une profondeur de cent (100) pieds, qu'elles soient ou non cadastrées ou subdivisées en lots à bâtir.

Pensions autorisées.

**45.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this act, the municipal council may, upon a report of the executive committee, authorize the payment of an annual pension of three thousand dollars to any civil servant of the city who at the time of his resignation or of his retirement on a pension served in the capacity of director of the services, or of auditor, or of chairman of the Civil Service Commission, or of director of a service of the city, who has resigned or retired on a pension since six years from the date of the sanctioning of this act, or who will resign or retire on a pension in the future, provided that at the time of his resignation or retirement on a pension he has been a civil servant of the city, by any title whatsoever, for at least twenty-five years.

Paiement, etc.

Cette pension sera incessible et insaisissable. Elle sera payable au bénéfi-

valued at more than three hundred (\$300.00) dollars per arpent as long as they are not subdivided into building lots.

This valuation shall include houses, barns, stables and other dependencies of the farmland, as well as the farm animals, vehicles and agricultural instruments, moveables and generally all that forms part of the rolling stock and of the ordinary operations of a farmer.

Valuation.

The farmers or agriculturists shall have the right of keeping manure for the use of their farm, provided it be not stored less than one hundred (100) feet from any house.

Keeping manure.

The said farmlands and parts of farmlands shall remain subject, as regards valuation for school purposes, to article 6 of the act 8 George V, chapter 37, as amended.

Provision to apply.

However, the strips of farmlands or parts of farmlands, mentioned in the first paragraph of the present article, as well as the strips of land under cultivation mentioned in the second paragraph of the present article, abutting on streets or roads provided with water and sewer service, shall be valued at their real value to a depth of one hundred (100) feet, whether they are cadastred or not or subdivided into building lots.

Strips of farmlands.

**45.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this act, the municipal council may, upon a report of the executive committee, authorize the payment of an annual pension of three thousand dollars to any civil servant of the city who at the time of his resignation or of his retirement on a pension served in the capacity of director of the services, or of auditor, or of chairman of the Civil Service Commission, or of director of a service of the city, who has resigned or retired on a pension since six years from the date of the sanctioning of this act, or who will resign or retire on a pension in the future, provided that at the time of his resignation or retirement on a pension he has been a civil servant of the city, by any title whatsoever, for at least twenty-five years.

Pension authorized.

Such pension shall be untransferable and inalienable. It shall be payable to

Payment, etc.



ciaire à compter de la date de la résolution du conseil qui l'accorde, la vie durant du bénéficiaire, à l'exception cependant de toute période où celui-ci redeviendrait fonctionnaire de la cité à quelque titre que ce soit. Ladite pension sera payable par versements mensuels égaux et consécutifs, dont le premier deviendra dû un mois après la date de la résolution qui en autorise le paiement.

Avantages  
sauve-  
gardés.

Les officiers ci-dessus mentionnés ne seront pas privés, par suite de l'octroi de cette pension, des avantages ou bénéfices auxquels ils peuvent avoir droit par ailleurs en vertu de quelque fonds de pension constitué pour le bénéfice d'employés de la cité.

Propriété  
confirmée.

**46.** La cité est déclarée propriétaire, et ce, depuis le 23 octobre 1867, des deux lisières de terrain ci-après décrites, faisant partie de la rue William, cédées à la cité de Montréal par John Ostell, John Young et Ira Gould, suivant offres sous seing privé signées par ces derniers les premier et deuxième jours d'octobre 1867, et acceptées par la commission de la voirie de la cité aux termes d'une résolution du 23 octobre 1867, à savoir:

"Deux parcelles de terrain ci-après décrites et marquées des lettres A B C et E F G au plan numéro W-76 Sainte-Anne préparé par le service des travaux publics et daté du 12 août 1955; ces parcelles de terrain sont des parties de la rue William qui ne portent pas de numéro sur le plan et au livre de renvoi du cadastre officiel du quartier Sainte-Anne de la cité de Montréal dans la division d'enregistrement de Montréal:

a) la parcelle marquée des lettres A B C sur le susdit plan, de figure triangulaire, est bornée au sud-est par les lots 1079 et 1078, au sud-ouest par le lot 1080, au nord-ouest par une autre partie de la rue William (non cadastrée), mesure cent vingt-deux pieds et neuf dixièmes de pied (122.9') dans sa ligne sud-est, trente pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied (30.85') dans sa ligne sud-ouest, cent dix-huit pieds et huit dixièmes de pied (118.8') dans sa ligne nord-ouest, et contient en superficie mille huit cent trente-deux pieds carrés (1,832.0'), mesures anglaises;

his beneficiary from the date of the resolution of the council that grants it, for his lifetime, save however for the period during which he would be again a civil servant of the city, by any title whatsoever. It shall be payable by equal and consecutive monthly instalments, the first of which shall become due one month after the date of the resolution authorizing the payment.

The officers hereinbefore mentioned shall not be deprived, on account of their receiving such pension, of the advantages or benefits to which they may be entitled under any pension fund instituted for the benefit of civil servants of the city.

Advantages  
not  
affected.

**46.** The city is declared proprietor, since the 23th of October, 1867, of the two strips of land hereinafter described, forming part of William street, ceded to the city of Montreal by John Ostell, John Young and Ira Gould, according to offers under private seal signed by the latter on the first and second of October, 1867, and accepted by the road commission of the city on the terms of a resolution of the 23th of October, 1867; namely:

Property  
confirm-  
ed.

"Two parcels of land hereinafter described and marked by the letters A B C and E F G on plan number W-76 St. Ann prepared by the public works department and dated 12th of August, 1955; said parcels of land are parts of William street which bear no numbers on the plan and book of reference of the official cadastre of St. Ann ward of the city of Montreal in the registration division of Montreal:

a. that parcel marked by letters A B C on the abovementioned plan, of triangular shape, is bounded on the south-east by lots 1079 and 1078, on the southwest by lot 1080, on the northwest by another part of William street (not cadastred), measures one hundred and twenty-two feet and nine-tenths (122.9') in its southeast line, thirty feet and eighty-five hundredths (30.85') in its southwest line, one hundred and eighteen and eight-tenths (118.8') in its northwest line, and has an area of one thousand one hundred and thirty-two square feet (1,832.0'), English measure;



b) la parcelle marquée des lettres E F G sur le susdit plan, de figure triangulaire, est bornée au sud-est et au sud-ouest par une partie du lot numéro 1078, au nord-ouest par une autre partie de la rue William (non cadastrée), mesure quinze pieds et trois dixièmes de pied (15.3'), dans sa ligne sud-est, trois pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pieds (3.85') dans sa ligne sud-ouest, quatorze pieds et huit dixièmes de pied (14.8') dans sa ligne nord-ouest, et contient en superficie vingt-huit pieds carrés et quatre dixièmes de pied carré (28.4'), mesures anglaises.

Vente  
autorisée.

La cité de Montréal, n'ayant pas utilisé telles lisières de terrain pour l'aménagement et le pavage de la rue William, est autorisée à les vendre, de gré à gré ou à l'enchère publique, suivant ce qu'elle en décidera, en conformité des dispositions de sa charte."

Vente  
autorisée.

**47.** La cité de Montréal est autorisée à vendre, suivant les dispositions de sa charte, le lot numéro 189-867 du cadastre du village incorporé de la Côte de la Visitation, lot situé du côté ouest de la 39e Avenue, Rosemont, à Montréal, entre les rues Saint-Zotique et Beaubien, et cédé, avec d'autres lots, à la cité de Montréal par "Montreal City Estates Limited" par acte de cession gratuite en date du 19 mars 1930 passé devant Me Jean Baudoin, notaire, sous le numéro 11,992 de ses minutes, pour la prolongation des 36e, 37e, 38e, 39e, 40e, 41e et 42e avenues, entre le boulevard Rosemont et les limites nord de la ville, et la prolongation des rues Bellechasse, Beaubien, Saint-Zotique et Bélanger, entre les 35e et 43e avenues; ledit lot ne pouvant servir à telles prolongations vu son site.

Vente  
autorisée.

**48.** La cité de Montréal est autorisée à vendre, suivant les dispositions de sa charte, cette partie du lot 65-203 du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, de figure trapézoïdale, bornée au nord-est par le lot 65-202-1 dudit cadastre, au sud-est par une autre partie dudit lot 65-203 (avenue McLynn), au sud-ouest par le lot 65-204-1 dudit cadastre, au nord-ouest par le lot 45-12 dudit cadastre; mesurant soixante

b. that parcel marked by the letters E F G on the abovementioned plan, of triangular shape is bounded on the southeast and on the southwest by a part of lot number 1078, on the northwest by another part of William street (not cadastred), measures fifteen feet and three-tenths (15.3') in its southeast line, three feet and eighty-five hundredths (3.85') in its southwest line, fourteen feet and eight-tenths (14.8') in its northwest line, and contains an area of twenty-eight and four-tenths square feet (28.4'), English measure."

The city of Montreal, not having used such strips of land for the lay-out and paving of William street is authorized to sell them, by mutual agreement or at public auction, according as it shall decide, in compliance with the provisions of its charter.

Sale  
authorized.

**47.** The city of Montreal is authorized to sell, according to the provisions of its charter, lot number 189-867 of the cadastre of the incorporated village of Côte de la Visitation which lot is located on the west side of 39th Avenue, Rosemont, in Montreal, between Saint-Zotique and Beaubien streets, and ceded, with other lots, to the city of Montreal by "Montreal City Estates Limited" by deed of gratuitous cession dated 19th of March, 1930 passed before Me Jean Baudoin, notary, under number 11,992 of his minutes, for the extension of 36th, 37th, 38th, 39th, 40th, 41st and 42nd avenues, between Rosemont boulevard and the northern limits of the city and the extension of Bellechasse, Beaubien, Saint-Zotique and Bélanger streets, between 35th and 43rd avenues; the said lot not being usable for such extensions due to its location.

Sale  
authorized.

**48.** The city of Montreal is authorized to sell, in accordance with the provisions of its charter, that part of lot 65-203 of the official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, of trapezoid shape, bounded on the northeast by lot 65-202-1 of said cadastre, on the southeast by another part of said lot 65-203 (McLynn avenue), on the southwest by lot 65-204-1 of said cadastre, on the northwest by lot 45-12 of said cadastre;

Sale  
authorized.

pieds (60') de largeur, cinquante-neuf pieds (59.0') au nord-est et cinquante-neuf et cinq dixièmes de pieds (59.5') au sud-ouest; contenant en superficie trois mille cinq cent cinquante-cinq pieds carrés (3,555'), mesures anglaises; le tout tel que montré au plan Cr.-3042 signé par J. Comeau, ingénieur de section technique de la cité de Montréal et daté le 29 décembre 1955; cette partie dudit lot numéro 65-203, cadastrée comme étant une partie de l'avenue McLynn, ayant été cédée pour servir comme rue, en même temps que plusieurs autres lots, à la municipalité de Notre-Dame de Grâce par Dougall McDonald, le 4 août 1906, suivant acte reçu devant Me E. R. Décary, N.P.

measuring sixty feet (60') in width, fifty-nine feet (59') on the northeast and fifty-nine and five-tenths (59.5') on the southwest; containing an area of three thousand five hundred and fifty-five square feet (3,555') English measure; the whole as shown on plan Cr.-3042 signed by J. Comeau, engineer of the technical section of the city of Montreal and dated December 29th, 1955; that part of said lot number 65-203, cadastred as being a part of McLynn avenue, having been ceded to be used as a street, at the same time as several other lots, to the municipality of Notre-Dame de Grâce by Dougall McDonald, on August 4th, 1906, per deed signed before Me E. R. Décary, N.P.

Résolution  
modifiée.

**49.** La cité peut modifier, quant à la répartition du coût de construction, la résolution du conseil adoptée le 3 novembre 1950 concernant la construction d'un égout dans la rue Tolhurst, côté ouest, au sud du boulevard Gouin. Elle pourra charger aux propriétaires riverains la proportion de tel coût de construction que le conseil jugera à propos, et en assumer elle-même la différence.

**49.** The city may amend, as to the apportionment of the cost of construction, the resolution of council adopted on 3rd November, 1950 concerning the laying of a sewer in Tolhurst street, west side, south of Gouin boulevard, and to charge to the bordering proprietors the proportion of such cost which the council shall deem proper, and itself assume the difference.

Resolu-  
tion  
amended.

Nouveau  
rôle.

Au cas où telle résolution serait ainsi modifiée, le rôle de répartition du coût de construction de cet égout, qui a déjà été préparé et mis en vigueur, sera, par le fait même, annulé et la cité est autorisée à préparer un nouveau rôle.

If said resolution is thus amended, the apportionment roll of the cost of laying such sewer, which has already been prepared and put into force, shall *ipso facto* be annulled and the city is authorized to prepare a new roll.

New roll.

Rembour-  
sement.

Si un propriétaire a déjà payé plus que le nouveau rôle de répartition lui impose, il a droit au remboursement du surplus avec intérêt depuis le paiement.

If a proprietor has paid more than the new roll imposes upon him, he shall be entitled to the refund of the surplus with interest from the date of payment.

Refund.

Acte  
validé.

**50.** Est ratifié à toutes fins que de droit et déclaré valide et légal, l'acte suivant:

"Un acte d'échange entre la cité de Montréal et Canadian Industries (1954) Limited, reçu devant Me L. A. Marchessault, le 19 octobre 1955, sous le numéro 12,725 de son répertoire et enregistré le 21 octobre 1955 au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1,165,488, comportant la cession par la compagnie à la cité du numéro 3399-P.208 du cadastre de la paroisse de Montréal, et la cession par la cité à la compagnie des lots numéros P.3400, 3399-P.223, 3399-

**50.** The following deed is ratified to all intents and purposes and is declared valid and legal:

"A deed of exchange between the city of Montreal and the Canadian Industries (1954) Limited, received before Me L. A. Marchessault, on 19th of October, 1955, under number 12,725 of his repertory and registered on 21st of October, 1955 at the registry office of Montreal under number 1,165,488, covering the cession by the company to the city of lot number 3399-P. 208 of the cadastre of the parish of Montreal, and the cession by the city to the company of lots numbers P.3400, 3399-P.223,

Deed  
ratified.

P.1, P.3400 et 3399-P.215 du même cadastre."

3399-P. 1, P. 3400 and 3399-P. 215 of the same cadastre."

Contrat  
et règle-  
ment  
ratifiés.

**51.** Le contrat passé devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 26 septembre 1955, sous le numéro 12,697 de ses minutes, entre la cité de Montréal et The Montreal Star Co. Limited, et le règlement portant le numéro 2,240 de la cité de Montréal adopté le 2 juin 1955 autorisant ladite compagnie à construire, reconstruire et maintenir un édifice au-dessus et un tunnel au-dessous de la ruelle des Fortifications, sont par la présente loi confirmés, ratifiés et déclarés valides, légaux et obligatoires à tous égards.

**51.** The contract passed before Me L. A. Marchessault, notary, on 26th September, 1955, under number 12,697 of his minutes, between the city of Montreal and The Montreal Star Company Limited, and by-law bearing number 2,240 of the city of Montreal adopted on 2nd of June, 1955 authorizing the said company to construct, reconstruct and maintain a building over and a tunnel under Fortifications lane, are by the present act confirmed, ratified and declared valid, legal and compulsory to all purpose.

Contract  
and by-  
law ra-  
tified.

Acte  
validé.

**52.** Est ratifié à toutes fins que de droit et déclaré légal et valide, l'acte suivant:

"Un acte d'échange entre la cité de Montréal et la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, reçu devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 30 septembre 1955, sous le numéro 12,707 de son répertoire et enregistré le 7 octobre 1955, au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 1,162,652, comportant la cession par la Communauté à la cité du lot P. 337 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, et la cession par la cité à la Communauté de deux lisières de terre faisant partie de la Montée de Saint-Léonard, sans numéro cadastral, et de plusieurs parties du lot 389 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe."

**52.** The following deed is ratified to all intents and purposes and declared legal and valid:

"A deed of exchange between the city of Montreal and the Community of the Sisters of Charity of the Providence, received before Me L. A. Marchessault, notary, on 30th of September, 1955, under number 12,707 of his repertory and registered on 7th of October, 1955 at the registry office of Montreal, under number 1,162,652 covering the cession by the Community to the city of lot P. 337 of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, and the cession by the city to the Community of two strips of land forming part of Montée de Saint-Léonard, without cadastral number, and of several parts of lot 389 of the cadastre of the parish of Longue-Pointe."

Deed  
ratified.

Acte  
ratifié.

**53.** Est ratifié à toutes fins que de droit et déclaré légal et valide, l'acte suivant:

"Un acte d'échange entre la cité de Montréal et la Commission de Transport de Montréal, reçu devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 6 octobre 1955, sous le numéro 12,715 de son répertoire et enregistré le 12 octobre 1955 au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1,163,319, comportant la cession par la cité à la commission de certains lots du cadastre du village incorporé d'Hochelaga et du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et la cession par la commission à la cité d'un emplacement et de deux morceaux de terre situés entre

**53.** The following deed is ratified to all intents and purposes and declared legal and valid:

"A deed of exchange between the city of Montreal and the Montreal Transportation Commission, received before Me L. A. Marchessault, notary, on 6th of October, 1955, under number 12,715 of his repertory and registered on 12th of October, 1955 at the registry office of Montreal under number 1,163,319, covering the cession by the city to the commission of certain lots of the cadastre of the incorporated village of Hochelaga and of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, and the cession by the commission to the city of a site and two pieces

Deed  
ratified.



la rue Sainte-Catherine et la rue Notre-Dame et formés de certains lots du cadastre du village incorporé d'Hochelaga."

of land located between Sainte-Catherine street and Notre-Dame street and formed of certain lots of the cadastre of the incorporated village of Hochelaga."

Acte  
ratifié.

**54.** Est déclaré valide et légal à toutes fins que de droit, l'acte de vente, par la cité de Montréal à Molson's Brewery Limited d'une partie de la rue Commissioners, reçu devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 19 septembre 1955, sous le numéro 12,687 de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 29 septembre 1955 sous le numéro 1,160,796.

**54.** Is declared valid and legal to all intents and purposes the deed of sale by the city of Montreal to Molson's Brewery Limited of part of Commissioners street, received before Me L. A. Marchessault, notary, on 19th of September, 1955, under number 12,687 of his repertory, and registered at the registry office of Montreal on 29th of September, 1955 under number 1,160,796. Deed  
ratified.

Contrat  
de vente  
ratifié.

**55.** En ce qui concerne l'irrégularité dans les avis de vente, est ratifié à toutes fins que de droit, et déclaré valide et légal, le contrat de vente consenti par Adhémar Raynault, agissant au nom de la cité de Montréal, selon l'article 46*n*, section VI, de la Loi de la Commission municipale de Québec (5 George VI, chapitre 44), à la cité de Montréal, représenté par le président du comité exécutif, Joseph-Omer Asselin, en date du 29 janvier 1942, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, le 30 janvier 1942, sous numéro 516,603, et concernant les lots numéros 399-218 et 399-219 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe.

**55.** As regards the irregularity in the notices of sale, is ratified to all intents and purposes and declared valid and legal the deed of sale signed by Adhémar Raynault, acting on behalf of the city of Montréal, according to article 46*n*, section VI, of the Act of the Quebec Municipal Commission (5 George VI, chapter 44), to the city of Montréal, represented by the chairman of the executive committee, Joseph Omer Asselin, under date of January 29th, 1942, registered at the office of the registration division of Montréal on January 30th, 1942, under number 516,603, and concerning lots numbers 399-218 and 399-219 of the cadastre of the parish of Longue-Pointe. Deed  
of sale  
ratified.

Acquisi-  
tion va-  
lidée.

**56.** En ce qui concerne l'acquisition par la cité, suivant résolution du conseil municipal adoptée le 2 octobre 1950, d'étendues de terrains ou d'immeubles supérieurs ou excédant le terrain nécessaire à l'assiette de la rue, est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation par la cité, en vue de compléter, à même l'emprise projetée du boulevard Perras (maintenant boulevard Henri-Bourassa), une voie comprise, d'une façon générale, entre l'emprise de la Compagnie des Tramways et la ligne homologuée du côté sud du boulevard Perras (maintenant boulevard Henri-Bourassa), depuis l'avenue du Sacré-Cœur jusqu'aux limites est de la ville, des immeubles indiqués sur le plan P. 29 Sault-au-Récollet, préparé à cette fin par le service des travaux publics.

**56.** As regards the acquisition by the city, by resolution of the city council adopted on 2nd of October, 1950, of pieces of land or immoveables superior to or exceeding the land required for the width of the street, is declared valid and legal to all intents and purposes the acquisition by mutual agreement or by expropriation by the city, in order to complete, from the projected site of Perras boulevard (now Henri-Bourassa boulevard), a street included generally between the right of way of the Tramways Company and the homologated line on the south side of Perras boulevard (now Henri-Bourassa boulevard), from Sacré-Cœur avenue to the eastern limits of the city, of the immoveables indicated on plan P. 29 Sault-au-Récollet, prepared for such purpose by the public works department. Acquisi-  
tion ra-  
tified.



Immeubles non requis.

La cité n'est cependant pas tenue d'utiliser, pour compléter cette voie, les immeubles ou parties d'immeubles indiqués comme non requis à cette fin sur le plan numéro H-23 Sault-au-Récollet daté du 5 décembre 1955 portant la signature du directeur du service des travaux publics de la cité, et déposé dans ses bureaux.

However, the city shall not be held to use, to complete such street, the immovables or parts of immovables indicated as not required for such purpose on plan number H-23 Sault-au-Récollet dated 5th of December, 1955, bearing the signature of the director of the public works department of the city and deposited in his offices.

Immoveables not required.

Immeubles déclarés riverains.

Les immeubles ou parties d'immeubles ainsi indiqués comme non requis pour l'aménagement de cette voie sont déclarés, à toutes fins que de droit, riverains de ladite voie projetée et assujettis au paiement de quarante (40%) pour cent du coût de l'expropriation déclaré par la cité payable par les propriétaires d'immeubles riverains. Ils sont, de plus, déclarés résidus de terrains expropriés, et la cité peut les traiter et en disposer comme tels, suivant les prescriptions des lois qui la régissent.

The immovables or parts of immovables so indicated as not required for the opening of this street are declared to all intents and purposes as bordering the said projected street and subject to the payment of forty (40%) per cent of the cost of the expropriation declared by the city to be payable by the proprietors of bordering immovables. They are moreover declared to be residues of expropriated land, and the city may treat them and dispose of them as such, in accordance with the provisions of the laws governing it.

Immoveables declared bordering.

Dépôt du budget.

**57.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le budget de la cité pour l'exercice financier 1956-57 pourra être valablement déposé au bureau du greffier le ou avant le 29 février 1956. Ce budget deviendra automatiquement en vigueur trente jours à compter de la date de son dépôt; si le conseil ne l'a pas adopté avant l'expiration dudit délai de trente jours.

**57.** Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the budget of the city for the fiscal year 1956-57 may be validly deposited with the clerk's office on or before February 29th, 1956. Such budget shall come into force automatically thirty days from the date of its deposit if the same has not been adopted by the council before the expiry of the said thirty days' delay.

Deposit of budget.

Fourniture d'eau.

**58.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec les présentes, la cité, depuis le cinq juin 1950, doit fournir à l'Université de Montréal et à l'Université McGill toute l'eau requise pour l'utilité de leurs divers immeubles et la protection contre l'incendie, moyennant paiement d'une somme de un dollar et quinze cents (\$1.15) le mille pieds cubes.

**58.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this act, the city, from and after the 5th of June, 1950, must supply the University of Montreal and McGill University with all the water requisite for the usefulness of their various buildings and for protection against fire, on payment of a sum of one dollar and fifteen cents (\$1.15) per thousand cubic feet.

Furnishing water.

Projets pour fins d'habitation.

**59.** Nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables avec les présentes et sans restreindre l'interprétation qu'il faut donner aux dispositions de la Loi favorisant le règlement du problème du logement (14 George VI, chapitre 9), la cité peut, par résolution du conseil adoptée sur rapport du comité exécutif et approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions par lui fixées, agir comme organisme ou agent de la

**59.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith and without restricting the interpretation which must be given to the provisions of the Act to promote the settlement of the housing problem (14 George VI, chapter 9), the city may, by resolution of the council adopted upon the report of the executive committee and approved by the Lieutenant-Governor in Council, under the conditions fixed by the latter, act as an

Projects for housing purposes.

Couronne aux droits de la province de Québec, pour entreprendre, seule ou conjointement avec le gouvernement du Canada et ou la Société centrale d'hypothèque et de logement, des projets pour l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins d'habitation et pour la construction de maisons destinées à la vente ou à la location aux termes de l'article 36 de la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

Organismes.

Ladite résolution pourra en même temps décréter la constitution de tout organisme aux fins de gérer et d'administrer, seule ou conjointement avec d'autres et notamment avec la Société centrale d'hypothèque et de logement, tout projet exécuté dans les limites de la cité de Montréal selon les dispositions de l'article 36 de ladite Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

Pouvoirs.

Nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables, la cité peut, avec les présentes:

a) acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des terrains vagues ou des terrains ou des zones de terrains sur lesquels se trouvent ou prédominent des taudis, maisons insalubres ou de niveau inférieur au sens des lois fédérales et provinciales;

b) démolir les bâtiments situés sur les terrains ainsi acquis, déblayer ou nettoyer ces terrains. Le coût de ces travaux s'ajoute au coût d'acquisition de ces terrains;

c) revendre les terrains ainsi acquis et déblayés aux gouvernements, corporations, compagnies ou organismes visés par l'article 23 de la Loi du Parlement du Canada 2-3 Elizabeth II, chapitre 23, "Loi nationale de 1954 sur l'habitation", pour les fins prévues aux dispositions de ladite loi;

d) au cas d'expropriation effectuée aux termes d'une entente conclue selon les dispositions de la Loi du Parlement du Canada 2-3 Elizabeth II, chapitre 23, décider que la cité aura la possession préalable des immeubles expropriés en ne votant qu'un crédit égal au montant de l'évaluation des immeubles, parties d'immeubles ou servitudes ainsi expropriés telle que déterminée par l'estimateur de la cité.

organization or agent of the Crown in right of the Province of Quebec, in order to undertake alone or jointly with the government of Canada or the Central Mortgage and Housing Corporation projects for acquiring and developing lands for housing purposes and for building houses for sale or rent under the terms of section 36 of the federal Housing Act of 1954.

The said resolution may at the same time enact the establishment of any organization for the purposes of managing and administering alone or jointly with others and particularly with the Central Mortgage and Housing Corporation, any project carried out within the limits of the city of Montreal according to the provisions of section 36 of the said federal Housing Act of 1954.

Organizations.

Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the city may:

Powers.

a. acquire, by mutual agreement or expropriation, vacant land or land or zones of land where are found or predominate slums, unsanitary or undergrade housing within the meaning of the federal and provincial laws;

b. demolish buildings situated on the land so acquired, clear or clean such land. The cost of such works shall be added to the acquisition cost of such land;

c. resell the land so acquired and cleared to governments, corporations, companies or organizations contemplated in section 23 of the Act of Parliament of Canada 2-3 Elizabeth II, chapter 23, "Federal Housing Act of 1954", for the purposes provided for in the provisions of the said act;

d. in case of expropriation made under the terms of an agreement negotiated under the provisions of the Act of Parliament of Canada 2-3 Elizabeth II, chapter 23, decide that the city shall have prior possession of the expropriated immovables by voting only a credit equal to the amount of the valuation of the immovables, portions of immovables or servitudes so expropriated such as determined by the assessor of the city.

1940,  
c. 75, a. 3,  
am.

**60.** L'article 3 de la loi 4 George VI, chapitre 75, est modifié en remplaçant dans les quatorzième, quinzième et seizième lignes du deuxième alinéa, les mots "L'Association des Marchands Détaillants du Canada, Inc.; section de la province de Québec, bureau de Montréal"; par les mots "Fédération du détail et des services du Québec, bureau de Montréal;".

1940,  
c. 75, s. 3,  
am.

**60.** Section 3 of the act 4 George VI, chapter 75, is amended by replacing in the fifteenth and sixteenth lines of the second paragraph the words "Retail Merchants Association of Canada Inc.; Province of Quebec section, Montreal office;" by the words "Quebec Federation of Retail and Service Organization, Montreal office;".

S.R.,  
c. 131,  
am. pour  
Montréal.

**61.** La Loi concernant la création de commissions athlétiques dans les cités et les villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 131), est modifiée pour la Commission athlétique de la cité de Montréal, en ajoutant à la fin de l'article 2, le paragraphe suivant:

Corpora-  
tion.

"Elle constitue une corporation régie, *mutatis mutandis*, et sauf incompatibilité avec la présente loi, par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec. Ses actes n'engagent pas la responsabilité de la corporation municipale."

R.S.,  
c. 131,  
am. for  
Montreal.

**61.** The Act respecting the creation of Athletic commissions in cities and towns (Revised Statutes, 1925, chapter 131), is amended for the Athletic Commission of the city of Montreal, by adding at the end of section 2, the following paragraph:

Corpora-  
tion.

"It constitutes a corporation to which the provisions of Part II of the Quebec Companies Act shall apply, *mutatis mutandis* and except when inconsistent with the present act. The municipal corporation shall in no way be liable for its actions."

S.R.,  
c. 131,  
a. 13a, aj.  
pour la  
cité.

**62.** Ladite loi est modifiée pour la Commission athlétique de la cité de Montréal, en ajoutant après l'article 13, le suivant:

R.S.,  
c. 131,  
s. 13a,  
added  
for city.

**62.** The said act is amended for the Athletic Commission of the city of Montreal, by adding after section 13, the following:

Règle-  
menta-  
tion.

**"13a.** La commission a le pouvoir de faire des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) les conditions d'obtention des permis mentionnés à l'article 14;
- c) les conditions de l'usage des permis mentionnés à l'article 14;
- d) la préparation, l'organisation et la tenue des spectacles de boxe et de lutte où un prix d'admission est exigé;
- e) tout ce qui peut faciliter l'application de la présente loi."

Regula-  
tions.

**"13a.** The commission shall have power to make regulations respecting:

- a. its internal government;
- b. the conditions for granting the permits mentioned in section 14;
- c. the conditions for the use of the permits mentioned in section 14;
- d. the preparation, organization and conduct of boxing or wrestling matches where an admission fee is charged;
- e. anything which may promote the application of this act."

S.R.,  
c. 131,  
a. 14, am.  
pour la  
cité.

Prix des  
permis.

**63.** Ladite loi est modifiée pour la Commission athlétique de la cité de Montréal, en remplaçant le dernier alinéa de l'article 14, par l'alinéa suivant:

"Aux lieu et place des montants ci-dessus mentionnés, la Commission athlétique de la cité de Montréal est autorisée, à sa discrétion, à exiger pour chacun de ces permis cinq pour cent des recettes brutes, diminuées des taxes provinciales et municipales, provenant de la vente des billets et de la vente de droits de radio-

R.S.,  
c. 131,  
s. 14,  
am. for  
city.

Price of  
permits.

**63.** The said act is amended for the Athletic Commission of the city of Montreal, by replacing the last paragraph of section 14, by the following paragraph:

"In place of the amounts hereinabove mentioned, the Athletic Commission of the city of Montreal is authorized, at its discretion, to exact for each of such permits five per cent of the gross receipts, provincial and municipal taxes being deducted, derived from the sale of tickets and of rights of radio broadcasting and

diffusion et de télédiffusion du spectacle. Elle est au surplus autorisée à retenir les sommes qu'elle a ainsi perçues."

television of the exhibition. Moreover it is authorized to retain the sums which it has so collected."

S.R.,  
c. 131,  
a. 16,  
remp.  
pour la  
cité.

**64.** Ladite loi est modifiée pour la Commission athlétique de la cité de Montréal, en remplaçant l'article 16, par le suivant:

**64.** The said act is amended for the Athletic Commission of the city of Montreal, by replacing section 16, by the following:

R.S.,  
c. 131,  
s. 16,  
replaced  
for city.

Infraction  
et peine.

**"16.** Toute corporation, association, club ou personnes qui offre en spectacle un combat de boxe ou une lutte, dans la cité de Montréal, et toute personne qui prend part à tel combat comme combattant, arbitre, gérant, entraîneur ou second, et qui ne se conforme pas aux conditions imposées par le permis aussi bien qu'à tous autres règlements de la commission, commet une infraction à la présente loi et est passible, sur poursuite en vertu de la Loi des convictions sommaires de Québec, d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars et des frais.

**"16.** Every corporation, association, club or person, who conducts a boxing or wrestling match, in the city of Montreal, and every person taking part in such match as a contestant, referee, manager, trainer, or second, and who does not comply with the conditions imposed by the permit, as well as with all the other regulations of the commission, shall be guilty of an offence under this act and shall be liable, upon suit brought under the Quebec Summary Convictions Act, to a fine of not more than five hundred dollars and costs.

Offence  
and  
penalty.

Emprisonnement.

A défaut de paiement de cette amende et des frais, le contrevenant ou, si ce contrevenant est une corporation, une association ou un club, le président ou le gérant est passible d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

In default of payment of the fine and costs, the offender, or, if such offender be a corporation, association or club, the president or the manager, shall be liable to imprisonment for not more than two months.

Imprisonment.

Permis refusé.

Au lieu ou en sus du recours ci-dessus, dans tous tels cas de contravention, la commission peut, par résolution signifiée par lettre enregistrée au contrevenant, décréter que pour une période maxima d'une année, le permis prévu à l'article 14 sera refusé pour tous spectacles comportant la participation du contrevenant.

In place or in addition to the herein above recourse, in all cases of such offence, the commission may by resolution served to the offender by registered letter, enact that for a maximum period of one year, the permit contemplated in section 14 shall be refused for all exhibitions where the offender may take part.

Permit refused.

Infraction  
et peine.

Toute corporation, association, club ou personne qui offre en spectacle un combat de boxe ou une lutte dans la cité de Montréal, sans avoir au préalable obtenu un permis suivant les dispositions de la présente loi, et toute personne qui prend part à tel combat comme combattant, arbitre, gérant, entraîneur ou second, commet une infraction à la présente loi et est passible d'une amende n'excédant pas mille dollars et des frais, sans préjudice de l'ordonnance d'injonction que la commission peut demander conformément aux articles 957 et suivants du Code de procédure civile."

Every corporation, association, club or person, who conducts a boxing or wrestling match, in the city of Montreal, without previously obtaining a permit according to the provisions of this act, and every person taking part in such match as a contestant, referee, manager, trainer, or second, shall be guilty of an offence under this act and shall be liable to a fine of not more than one thousand dollars and costs without prejudice to the order of injunction which the commission may request in accordance with articles 957 and following to the Code Civil Procedure."

Offence  
and  
penalty.

Pouvoirs  
confirmés.

**65.** Sujet à l'approbation du conseil de la cité de Montréal, auquel cette ques-

**65.** Subject to the approval of the council of the city of Montreal, to which

Powers  
con-  
firmed.



tion devra être soumise avec diligence, il est par les présentes déclaré et statué, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, que le comité exécutif de la cité de Montréal avait, le 21 octobre 1953, l'autorité et les pouvoirs nécessaires pour approuver, pour le compte de ladite cité, l'entente intervenue, le ou vers le 14 octobre 1953, entre un sous-comité nommé à cette fin par le comité exécutif et le Syndicat national des fonctionnaires municipaux; et la résolution adoptée par ledit comité exécutif le 21 octobre 1953, approuvant cette entente, est déclaré valide et incontestable en ce qui concerne cette autorité et ces pouvoirs, sans préjudice de tout autre moyen de contestation de cette résolution que peut posséder la cité de Montréal.

this matter must be submitted with despatch, it is hereby declared and enacted, notwithstanding any legislative provision inconsistent with these presents, that the executive committee of the city of Montreal had, on the 21st of October, 1953, the necessary authority and powers to approve, on behalf of the said city, the agreement made, on or about the 14th of October, 1953, between a subcommittee set up to that effect by the executive committee and the Syndicat national des Fonctionnaires municipaux; and the resolution adopted by the said executive committee on the 21st of October, 1953, approving such agreement is declared valid and incontestable with respect to such authority and powers without prejudice to any other means of contesting such resolution that the city of Montreal may possess.

**Territoire  
non com-  
pris dans  
Montréal.**

**66.** N'est pas compris dans les limites de la cité de Montréal:

Le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu décrit comme suit:

1° Commencant au point "A" sur le plan numéro 4684, préparé par la division technique du service des travaux publics, portant la date du 5 décembre 1955; de là, dans une direction nord-ouest en suivant la ligne de division entre les lots numéros 333 et 337 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, jusqu'au côté nord-ouest de la rue Notre-Dame; de là, dans une direction sud-ouest, en suivant le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame jusqu'à la ligne de division entre les lots numéros 331 et 332 du même cadastre; de là, dans une direction nord-ouest, en suivant ladite ligne de division jusqu'au côté sud-est du droit de passage du chemin de fer Canadien National; de là, dans une direction nord-est en suivant le côté sud-est dudit droit de passage du chemin de fer, jusqu'au côté sud-ouest de la rue de Boucherville; de là, dans une direction sud-est en suivant le côté sud-ouest de ladite rue de Boucherville jusqu'à la limite de la propriété du Conseil des Ports Nationaux (Port de Montréal); de là, dans une direction sud-ouest en suivant ladite limite du port de Montréal jusqu'au point "A", point de départ. N'est pas compris dans ladite limite de

**66.** Is not comprised in the limits of the city of Montreal:

The territory of the municipality of the parish of Saint-Jean-de-Dieu described as follows:

1. Starting at point "A" on plan number 4684, prepared by the technical division of the public works department, bearing the date of 5th of December, 1955; thence, in a northwesterly direction following the dividing line between lots numbers 333 and 337 of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, to the northwest side of Notre-Dame street; thence, in a southwesterly direction, following the northwest side of Notre-Dame street to the dividing line between lots numbers 331 and 332 of the same cadastre; thence, in a northwesterly direction, following the said dividing line to the southeast side of the right of way of the Canadian National Railway; thence, in a northeasterly direction following the southeast side of the said railway right of way to the southwest side of Boucherville street; thence, in a southeasterly direction following the southwest side of said Boucherville street to the limit of the property of the National Harbours Board (Montreal Harbour); thence, in a southwesterly direction following the said limit of the harbour of Montreal to a point "A", point of departure. Is not comprised in the said limit of the

**Territory  
not com-  
prised in  
Montreal.**

la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu, cette partie de la rue Notre-Dame traversant ledit territoire décrit plus haut.

2° Comménçant au point "B", étant le point de rencontre de la ligne de division entre les lots numéros 327 et 331 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe et le côté nord de la rue Hochelaga; de là, dans une direction nord-ouest et suivant la ligne de division entre les lots numéros 327 et 331, jusqu'à un point situé à une distance de 581.5 pieds de la ligne sud-est de la rue Sherbrooke; de là, dans une direction nord-est traversant le lot numéro 331 jusqu'à une ligne située à 33 pieds de la ligne sud-ouest du lot numéro 332; de là, dans une direction nord-ouest suivant une ligne parallèle à la ligne sud-ouest dudit lot numéro 332, située à une distance de 33 pieds, jusqu'au côté sud-est de la rue Sherbrooke; de là, suivant ledit côté sud-est de la rue Sherbrooke dans une direction nord-est, une distance de 33 pieds jusqu'à la ligne sud-ouest du lot numéro 332; de là, dans une direction nord-ouest, traversant la rue Sherbrooke dans le prolongement de la ligne de division entre les lots numéros 331 et 332 et suivant cette dite ligne de division jusqu'à la ligne sud-est du lot numéro 439; de là suivant la ligne limitative entre la ville d'Anjou, autrefois la paroisse de St-Léonard-de-Port-Maurice, et la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu, jusqu'au côté sud-ouest de la montée Saint-Léonard; de là dans une direction sud-est suivant le côté sud-ouest de ladite montée Saint-Léonard jusqu'à un point situé au sud de la rue DeTeck; de là, dans une direction est, traversant la montée Saint-Léonard, sur une longueur de 355.3 pieds pour atteindre le coin nord-est de ladite montée et la rue de Marseille; de là, traversant la rue de Marseille, jusqu'à un point situé sur le côté sud-est de ladite rue de Marseille, lequel point est situé à une distance de 5.6 pieds de la ligne nord-est de la montée Saint-Léonard; de là, suivant une ligne oblique traversant les lots numéros 389-891 à 873 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, jusqu'à un point de rencontre avec le côté sud-ouest de la rue de Boucherville; de là, suivant en ligne

municipality of the parish of Saint-Jean-de-Dieu, that part of Notre-Dame street crossing the above described territory.

2. Starting at point "B", being the meeting point of the dividing line between lots number 327 and 331 of the cadastre of the parish of Longue-Pointe and the north side of Hochelaga street; thence, in a northeasterly direction and following the dividing line between lots numbers 327 and 331, to a point located at a distance of 581.5 feet from the southeast line of Sherbrooke street; thence, in a northeasterly direction crossing lot number 331 to a line located at 33 feet from the southwest line of lot number 332; thence, in a northwesterly direction following a line parallel to the southwest line of said lot number 332, located at a distance of 33 feet, to the southeast side of Sherbrooke street; thence, following the said southeast side of Sherbrooke street in a northeasterly direction over a distance of 33 feet to the southwest line of lot number 332; thence, in a northwesterly direction, crossing Sherbrooke street in the extension of the dividing line between lots numbers 331 and 332 and following the said dividing line to the southeast line of lot number 439; thence, following the limit line between the town of Anjou, formerly the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, and the parish of Saint-Jean-de-Dieu, to the southwest side of Montée Saint-Léonard; thence, in a southeasterly direction following the southwest side of Montée Saint-Léonard to a point located south of DeTeck street; thence, in an easterly direction, crossing Montée Saint-Léonard, over a length of 355.3 feet to reach the northeast corner of said Montée and Marseille street; thence, crossing said Marseille street, to a point located on the southeast side of said Marseille street, which point is located at a distance of 5.6 feet from the northeast line of Montée Saint-Léonard; thence, following an oblique line crossing lots numbers 389-891 to 873 of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, to a meeting point with the southwest side of Boucherville street; thence, following in straight line, the said oblique line, a distance of 98.7 feet to a point

droite, ladite ligne oblique, une distance de 98.7 pieds jusqu'à un point situé à 164 pieds du coin sud-ouest de la rue de Boucherville et de l'ancienne montée Saint-Léonard, lequel point est situé dans le prolongement de la ligne sud-ouest de la rue de Boucherville; de là, dans une direction sud-est, suivant le côté sud-ouest de la rue de Boucherville jusqu'à la rue Hochelaga; de là, suivant le côté nord-ouest de ladite rue Hochelaga jusqu'au point de départ, le point "B". N'est pas compris dans ladite limite de Saint-Jean-de-Dieu la partie de la rue Sherbrooke traversant ledit territoire décrit plus haut.

Immeu-  
bles  
exemptés.

L'exemption de taxes prévue à la loi 60 Victoria, chapitre 6, article 5, s'applique à tous les immeubles de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu mentionnés ci-dessus, nonobstant toute loi à ce contraire.

Le conseil de la cité de Montréal est autorisé à modifier, par simple résolution les bornes, plans et limites de la cité et du quartier Mercier, selon les articles 5a et 7b de sa charte pour les rendre conformes aux nouvelles limites.

Préva-  
lence.

**67.** Les dispositions de la présente loi, en cas d'incompatibilité, prévalent sur toutes celles qui peuvent se rencontrer dans la charte de la cité de Montréal, 62 Victoria, chapitre 58, et ses amendements, et dans toute autre loi générale ou spéciale régissant la cité de Montréal.

Entrée en  
vigueur.

**68.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

located at 164 feet from the southwest corner of Boucherville street and of the former Montée Saint-Léonard, which point is located in the extension of the southwest line of Boucherville street; thence, in a southeasterly direction, following the southwest side of Boucherville street to Hochelaga street; thence, following the northwest side of said Hochelaga street to the point of departure, point "B". Is not comprised in the said limit of Saint-Jean-de-Dieu, that part of Sherbrooke street crossing the said above described territory.

The tax exemption contemplated by the act 60 Victoria, chapter 6, section 5, applies to all the immoveables of the municipal corporation of the parish of Saint-Jean-de-Dieu hereinabove mentioned, notwithstanding any law to the contrary.

The council of the city of Montreal is authorized to amend, by mere resolution, the boundaries, plans and limits of the city and of Mercier ward, under articles 5a and 7b of its charter to make them agree with the new limits.

Immove-  
ables  
exempted.

**67.** The provisions of this act, in case of incompatibility, shall prevail over all those that are to be found in the charter of the city of Montreal, the act 62 Victoria, chapter 58, and its amendments, and in every other general law or special act governing the city of Montreal.

**68.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.